cpcl

# RAPPORT DE GESTION 2022

# CHIFFRES CLÉS 2022

**71.9 %**
Degré
de couverture

**2.5 mia**
Fortune
totale

**3.5 mia**
Engagements
(capitaux de prévoyance
et provisions techniques)

**-6.3 %**
Performance réalisée
(benchmark -6.1 %)

**0.23 %**
Frais de gestion
(% fortune)

**202.–**
Frais administratifs
par assuré·e

**7935**
Assuré·es
actif·ives

**4766**
Bénéficiaires
de rente

**20**
Employeurs
affiliés

**144.9 mio**
Cotisations totales
encaissées

**152.1 mio**
Rentes totales
versées

**3700**
Appartements et 150
commerces et bureaux

# Rapport de gestion 2022

## RAPPORT D'ACTIVITÉ


Le message du Comité 04

Commentaires sur les états financiers 07

Activités de la prévoyance professionnelle 13


## COMPTES ANNUELS


Bilan 18

Compte d'exploitation 20


## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS


1 Bases et organisation 24

2 Assurés actifs et pensionnés 26

3 Nature de l'application du but 28

4 Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence 29

5 Couverture des risques, règles techniques et degré de couverture 31

6 Explications relatives aux placements et au résultat net des placements 34

7 Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation 42

8 Demandes de l'Autorité de surveillance 44

9 Autres informations relatives à la situation financière 44

10 Événements postérieurs à la date du bilan 45


## APPENDICES


Rapport organe de révision et attestation de l'expert 48

Liste des immeubles par commune 61

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

RAPPORT D'ACTIVITÉ

# Le message du Comité

## Plusieurs événements marquants ont contribué à faire de 2022 le plus mauvais exercice depuis la crise financière de 2008. Le retour de l'inflation et l'entrée en guerre de la Russie et de l'Ukraine ont engendré de grandes incertitudes tant sur le plan économique que sur le plan géopolitique.

Le retour de l'inflation est devenu une préoccupation majeure dans la plupart des pays, un phénomène exacerbé par le fait que les belligérants sont d'importants producteurs de matières premières agricoles et énergétiques. Si l'inflation a temporairement dépassé 10 % en Europe et aux États-Unis, la stabilité macro-économique de la Suisse et la solidité de sa monnaie ont permis de limiter l'inflation dans notre pays, le niveau des prix ne montant « que » de 2.8 % en 2022.

Pour contrer l'inflation, les banques centrales ont brutalement mis fin à plus de dix ans de politiques monétaires accommodantes, en remontant aussi fortement que rapidement les taux d'intérêt. Dans ce contexte, l'année écoulée figure parmi les rares occurrences historiques où tant les actions que les obligations ont présenté des performances négatives à deux chiffres.

### SOLIDITÉ FACE AUX CHOCS FINANCIERS

Les placements financiers de la Caisse n'ont naturellement pas été épargnés, la performance de la fortune globale étant négative à hauteur de -6.3 % en 2022. Mauvais dans l'absolu, ce chiffre se compare cependant favorablement à la performance moyenne de l'ordre de -8.8 % pour les caisses de pensions suisses. La proportion importante de placements non exposés aux fluctuations des marchés financiers (placements immobiliers et prêts à la Ville de Lausanne) procure des revenus stables et permet d'atténuer les chocs.

Le degré de couverture a fléchi, passant de 79.1 % à fin 2021 à 71.9 % à fin 2022, mais se situe toujours au-dessus du taux de couverture selon le plan de financement, qui s'élève à 69.6 % à fin 2022. La réserve de fluctuation de valeurs des placements a ainsi pleinement joué son rôle l'année dernière, en permettant d'absorber les importants chocs subis.

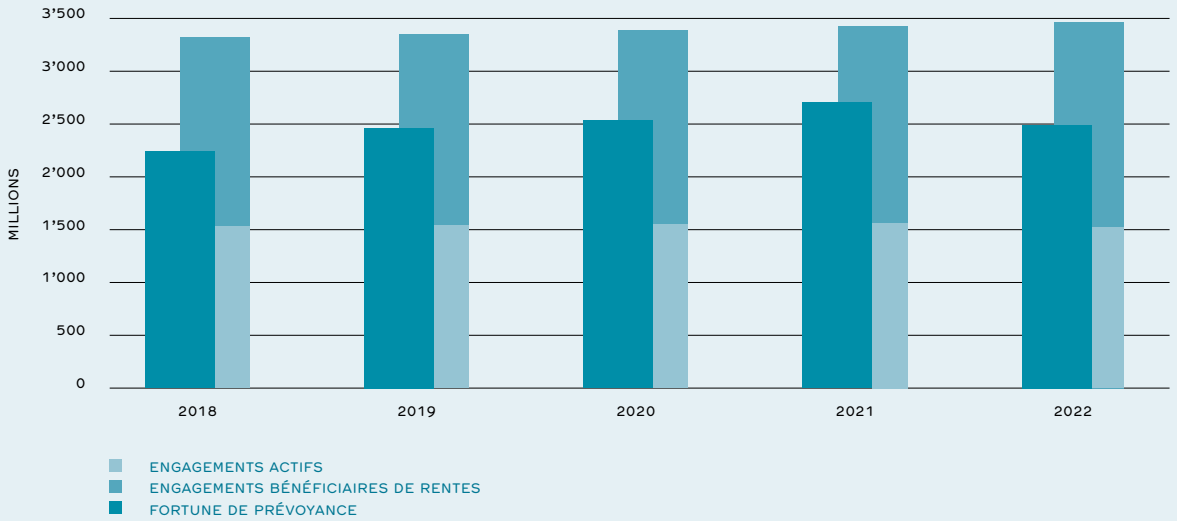
### ATTRIBUTION UNIQUE VERSÉE À CHAQUE BÉNÉFICIAIRE DE RENTE

Le retour de l'inflation a incité le Comité à faire un geste en faveur des pensionné·es de la Caisse, en attribuant une indemnité unique équivalent à deux tiers d'une rente mensuelle, versement plafonné à CHF 1500.–. Le Comité a décidé d'octroyer cette indemnité en dépit de la mauvaise performance, la dégradation étant conjoncturelle et non structurelle. La situation financière projetée de la CPCL reste satisfaisante, avec une marge relativement confortable entre le besoin de performance et la performance attendue sur la fortune. À ce titre, il convient de souligner que la hausse des taux d'intérêt en 2022 comporte aussi des effets positifs, permettant à l'épargne d'être à nouveau mieux rémunérée après une longue période de taux zéro ou négatifs.

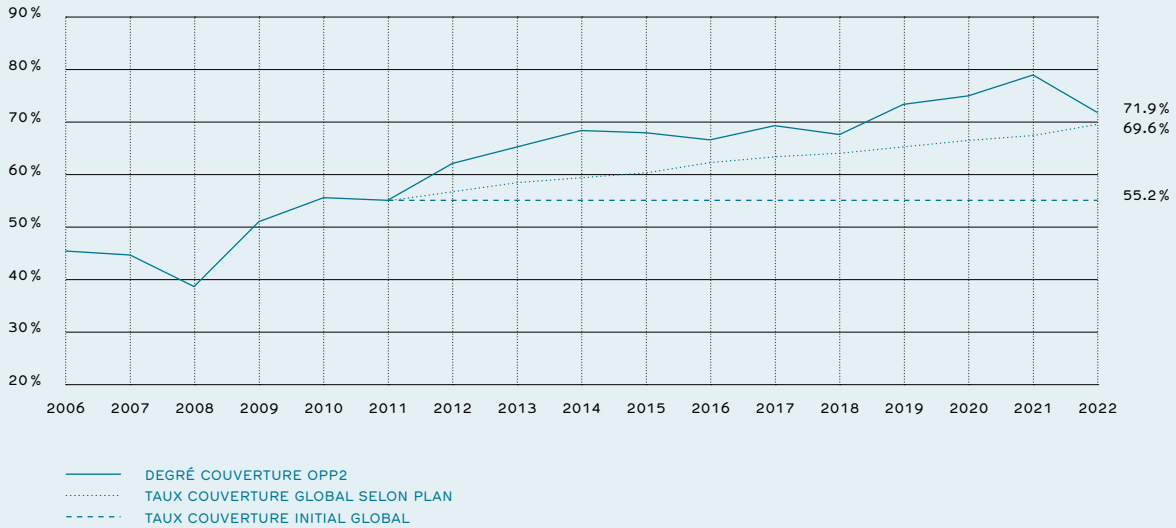
Pour conclure, nous souhaitons souligner que tant le Comité que le personnel de la CPCL œuvrent année après année en faveur des intérêts des assuré·es et pour gérer la Caisse selon les meilleures pratiques. Nous relèverons enfin que les locaux de la CPCL ont été réaménagés en fin d'année afin d'améliorer les conditions d'accueil des assuré·es.

# L'ANNÉE 2022 COMPARÉE AUX PRÉCÉDENTES

**F1 | ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS**




**F2 | ÉVOLUTION DU DEGRÉ DE COUVERTURE**



La proportion importante de placements non exposés aux fluctuations des marchés financiers procure à la CPCL des revenus stables et permet d'atténuer les chocs financiers.

# Commentaires sur les états financiers

## L'approche mise en place par la CPCL dans la gestion de sa fortune, reposant sur des principes simples et éprouvés, a permis de réaliser une performance se comparant favorablement à celles des caisses de pensions suisses, et de poursuivre la baisse des frais de gestion.

### UN CONTEXTE MARQUÉ PAR LE RETOUR DE L'INFLATION

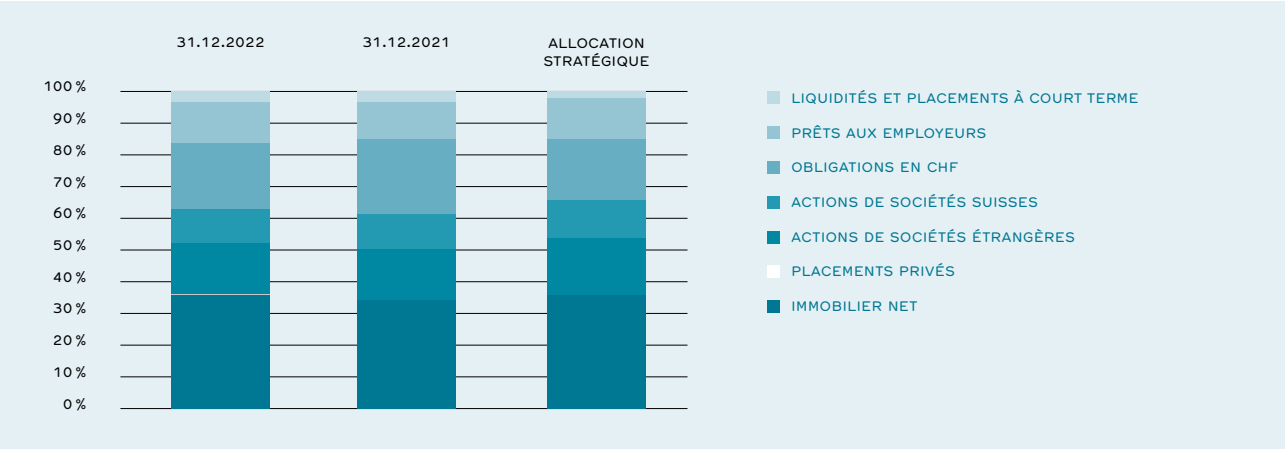
La reprise économique observée à la sortie de la pandémie s'est essoufflée en 2022, mais les pressions inflationnistes, qui se sont déjà fait sentir dès la fin de l'année précédente, se sont encore intensifiées. La question de savoir si l'inflation n'est que temporaire ou a fait l'objet d'un changement de régime fondamental reste ouverte, mais la crainte existe que les banques centrales n'aient pris du retard dans leur lutte contre l'inflation en raison de leurs politiques monétaires trop accommodantes faisant suite à des décennies de désinflation. Il faut relever que la faible inflation de ces dix dernières années a été une composante importante des très bonnes performances des marchés financiers. À l'inverse, en cas de retour d'une inflation plus durable qu'actuellement anticipée, les marchés financiers pourraient être confrontés à un vent contraire ces prochaines années.

Outre la consommation des ménages soutenue – un effet de rattrapage par rapport à la période de la pandémie – d'autres facteurs s'additionnent pour expliquer le retour de l'inflation au niveau mondial. De nombreux biens et produits font encore l'objet de difficultés d'approvisionnement, dans la continuité des disruptions du commerce international ces dernières années. D'autre part, certaines matières premières, notamment énergétiques et alimentaires, ont connu des situations de pénurie en raison de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, avec pour conséquence de fortes hausses de prix. En effet, les pays impliqués sont de gros producteurs de gaz, de pétrole et de matières premières agricoles. La Russie représente environ 12 % de l'approvisionnement mondial en pétrole et 17 % de l'approvisionnement mondial en gaz naturel. Pour sa part, l'Ukraine contribue pour environ 10 % à la production mondiale de céréales. Enfin, dans de nombreux domaines, les sociétés sont de plus en plus confrontées à des difficultés de recrutement en raison de l'évolution démographique, ce qui tend à pousser les salaires à la hausse.

Le taux d'inflation dans l'Union européenne a ainsi triplé en 2022 par rapport à 2021 en s'établissant à 9.2 %, et s'est élevé à 6.5 % aux États-Unis. Le taux d'inflation s'est avéré plus mesuré en Suisse, en s'établissant à 2.8 % l'an dernier. Afin d'enrayer la spirale inflationniste, les principales banques centrales ont toutes procédé à de fortes augmentations de leurs taux d'intérêt directeurs. Aux États-Unis, la Réserve fédérale (FED) a ainsi monté son taux directeur à sept reprises de 0.25 % à 4.25 % entre février et décembre 2022, alors qu'en Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a monté son taux directeur à quatre reprises de 0 % à 2.5 % entre juillet et décembre 2022. Pour sa part, la Banque nationale suisse (BNS) a mis fin à quatre ans de taux négatifs en montant son taux directeur à trois reprises de -0.75 % à 1.0 % entre juillet et décembre 2022.

Dans ce contexte de hausse marquée des taux d'intérêt, les marchés obligataires dans leur ensemble ont délivré des performances lourdement négatives en 2022. Les obligations gouvernementales et d'entreprises, tant en monnaies étrangères qu'en francs suisses, ont réalisé des performances comprises entre -15.0 % et -20.0 %, à l'instar des obligations de la Confédération dont la performance a été de -17.0 %.

F3 | ALLOCATION STRATÉGIQUE ET ALLOCATIONS EFFECTIVES EN 2021 ET 2022




Les marchés des actions ont subi des baisses exprimées en francs suisses de même amplitude, comprises entre -5.0 % et -19.0 %. Les actions suisses ont ainsi baissé de 16.5 %, les actions américaines de 18.3 % et celles d'Europe de 13.1 %.

## RENFORCEMENT DE LA GESTION IMMOBILIÈRE

La fortune de la CPCL repose sur des actifs financiers à même de générer durablement des revenus, fait appel à des structures et à des véhicules de placements transparents et à faibles coûts et vise à éviter les paris tactiques hasardeux. La Caisse a davantage recours à la gestion indicielle, qui représente près de 70 % de la fortune mobilière à fin 2022. Cette approche a permis de fortement baisser le niveau des frais de gestion, passés de 0.64 % en 2016 à 0.25 % de la fortune totale en 2019, un niveau qui a été maintenu depuis.

**La gestion indicielle**

La gestion indicielle a pour but de répliquer le plus fidèlement possible les caractéristiques et la performance d'un indice boursier précis. Ce type de gestion entraîne des frais substantiellement plus faibles que la gestion active.

La mise en œuvre disciplinée de la stratégie s'exerce en particulier à travers un rééquilibrage calendaire systématique des poids de l'allocation sur les poids cibles de la stratégie.

Pour les placements immobiliers, le Comité prévoit d'accélérer substantiellement les investissements de rénovation du parc afin de le rajeunir et le rendre plus efficient énergétiquement. La veille énergétique mise en place en 2021 permet de suivre de près les consommations thermiques, électriques et d'eau des immeubles, et le cas échéant d'identifier et de corriger les cas particuliers et anomalies. Trois projets de rénovation étaient en cours durant l'année 2022, Morges 33bis et César-Roux 8 à Lausanne, et Centrale 30 à Chavannes-près-Renens, ce dernier projet ayant été achevé à la fin de l'année.

Afin d'optimiser les résultats de la gestion immobilière et d'accélérer le rythme des investissements, la CPCL a décidé de renforcer ses compétences immobilières en interne avec le recrutement en mai 2022 d'un responsable de la gestion immobilière, et l'engagement en août 2023 d'un responsable du développement immobilier.

## ADAPTATION DE L'ALLOCATION STRATÉGIQUE

L'allocation stratégique, décidée par le Comité, définit l'investissement cible en pourcent de la fortune pour chaque classe d'actifs dans laquelle la CPCL investit. L'allocation effective peut temporairement s'en écarter en raison des fluctuations des marchés financiers, tout en respectant les marges de fluctuation définies autour des objectifs.

L'allocation stratégique a été adaptée en 2022 à la suite d'une étude de congruence actifs-passifs. Les modifications suivantes ont été apportées :

- Le poids des prêts à la Ville de Lausanne a été diminué de 13.5 % à 13.0 % de la fortune totale et le poids de l'immobilier de 38.0 % à 36.0 %, dans les deux cas afin de refléter leur poids actuel, ces deux catégories de placement étant non liquides et ne pouvant pas aisément faire l'objet d'investissements et/ou de désinvestissements ;
- Le poids des obligations, libellées en francs suisses et en monnaies étrangères couvertes contre le franc suisse, a été diminué de 20.0 % à 19.0 %. Dans le détail, le poids dans les obligations de la meilleure qualité de notation libellées en francs suisses a été augmenté de 7.0 % à 9.5 %, celles-ci

retrouvant leur rôle de stabilisateur de portefeuille et d'actif de rééquilibrage à la suite de la remontée des taux d'intérêt. En revanche, le poids dans les obligations d'entreprises de moins bonne qualité de notation a été diminué de 6.5 % à 3.0 % par suite de la vente des *senior loans* au profit des obligations à haut rendement. Les *senior loans*, des prêts à taux variables qui ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt, ont pleinement joué leur rôle de protection contre la récente hausse des taux, et il a été décidé de revenir sur des prêts à taux fixes dans cet univers. Le poids dans les obligations des pays émergents est resté inchangé à 6.5 % ;

→ Le poids des actions suisses a été augmenté de 10.5 % à 12.0 %, et celui des actions étrangères de 16.0 % à 18.0 % par l'addition d'une allocation dans les actions internationales de petites capitalisations, qui améliorent la diversification et dont l'évaluation est actuellement attractive en comparaison historique.

Des opérations de rééquilibrage ont été exécutées en novembre 2022. En raison de la volatilité élevée sur les marchés financiers, il a été décidé de procéder aux rachats des actions dans le cadre du rééquilibrage en deux étapes, entre fin novembre 2022 et fin mars 2023, ce qui explique que la quote-part en actions soit légèrement inférieure à sa cible stratégique à fin 2022. Les poids des autres catégories de placement ont été ramenés aussi près que possible de leur cible stratégique, compte tenu de l'illiquidité des prêts à la Ville de Lausanne et de l'immobilier, dont les poids peuvent s'écarter de leur cible sans qu'il soit possible de les rééquilibrer. Toutes les catégories de placement se trouvent au sein de leurs bandes de fluctuation au 31.12.2022.

T1 et point 6.1 de l'annexe

**Le rééquilibrage**

Suite aux fluctuations des marchés, les poids des différentes classes d'actifs vont s'écarter de leur cible stratégique. En l'absence de mécanisme correctif, ces déviations peuvent causer des écarts de performance et de risque par rapport à la stratégie. Le rééquilibrage est le processus consistant à faire revenir les poids des catégories de placement sur leur cible stratégique, par une vente des actifs dont le poids excède la cible au profit des actifs dont le poids est inférieur à la cible.

À la fin 2022, la rentabilité nette attendue à dix ans de l'allocation est de 4.1%, supérieure au besoin de performance nécessaire au respect du chemin de recapitalisation, qui est de 3.3 %.

Le ⅘ de la performance nette attendue, soit plus de 3 % de la fortune, est constitué des revenus nets des frais de gestion (dividendes, coupons obligataires et revenus locatifs), ce qui représente un important socle de performance future relativement peu dépendant des aléas des marchés financiers.

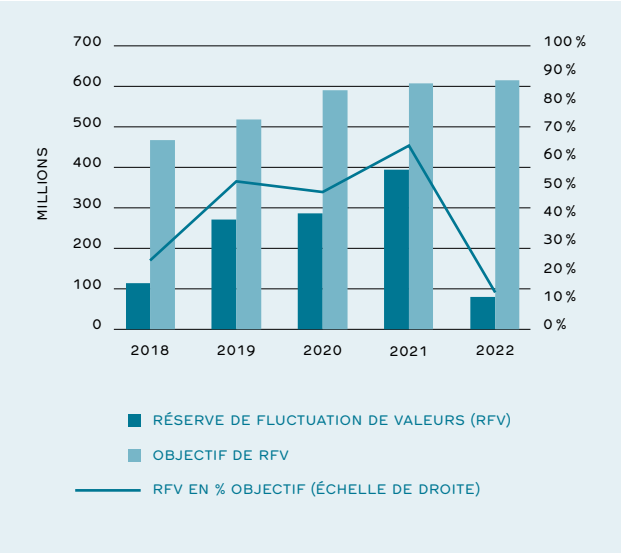
## DES PERFORMANCES NÉGATIVES, MAIS DANS LA NORME

Les performances des classes d'actifs présentées dans le tableau 1 sont des performances pondérées par le temps, qui ne tiennent pas compte des apports et retraits effectués durant l'année. Elles permettent d'évaluer les performances des gérants par rapport à leur indice de référence. T1

La performance de la fortune globale s'est élevée à -6.3 % en 2022 (7.3 % en 2021), globalement en ligne avec la performance de -6.1% du benchmark (7.2 % en 2021).

Du fait de l'approche majoritairement indicielle, les performances des classes d'actifs sont globalement proches de leur indice de référence respectif. Avec des performances comprises entre -16.0 % pour les actions internationales et -17.3 % pour les actions suisses, la contribution des actions à la performance globale s'est élevée à -4.5 %, soit à 70 % de la performance totale. La performance de 3.7 % des prêts aux employeurs représente une contribution de +0.5 % à la performance totale, alors que les obligations en francs suisses ont délivré une performance de -9.3 % pour une contribution de -2.2 %. Les placements privés sont un reliquat de l'ancienne allocation et les résultats ne sont pas représentatifs de cette classe d'actifs. La performance de 0.3 % de l'immobilier direct, qui se décompose en un rendement net de 3.7 % et en moins-values de -3.4 %, a apporté une contribution positive à hauteur de +0.1% à la performance totale. Si le rendement net de l'immobilier est en ligne avec les attentes, les moins-values importantes sont dues à des variations adverses des paramètres d'évaluation (diminution de l'état locatif et augmentation des charges), des développements pour l'essentiel non récurrents.

F4 | ÉVOLUTION DE LA RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS



## DIMINUTION DE LA RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)

Les résultats négatifs de l'activité d'assurance et des placements ont conduit à une dissolution de CHF 315 millions de la réserve de fluctuation de valeurs à un total de CHF 80 millions au 31 décembre 2022, soit 13 % de son objectif de CHF 617 millions. F4

## FRAIS DE GESTION MAÎTRISÉS

Les frais de gestion de la fortune (voir le point 6.9 de l'annexe), qui comprennent les commissions de gestion des valeurs mobilières, les honoraires de gérance du parc immobilier ainsi que les frais des fonds de placement (TER), se sont élevés à CHF 5.9 millions pour l'exercice 2022, soit 0.23 % de la fortune (2021: CHF 6.7 millions, ou 0.25 % de la fortune). Selon l'étude Swisscanto sur les caisses de pensions en Suisse en 2023, ce ratio de frais totaux de 0.23 % se compare très favorablement à la moyenne de 0.56 % pour les institutions de prévoyance suisses.

F5 | ÉVOLUTION DE LA PERFORMANCE

T1 | PERFORMANCE SELON LA CATÉGORIE DE PLACEMENT

| CATÉGORIE PLACEMENT | VALEUR AU 31.12.2022 (CHF MIOS) | PERFORMANCE[1] PORTEFEUILLES | PERFORMANCE BENCHMARK | BENCHMARK |
|---|---|---|---|---|
| Liquidités et placements à court terme | 69.5 | -0.1 % | -0.6 % | Citigroup CHF 1M |
| Prêts aux employeurs | 326.7 | 3.7 % | 3.7 % | Taux absolu |
| Obligations en CHF | 523.0 | -9.3 % | -10.1 % | Composite[3] |
| Actions de sociétés suisses | 276.6 | -17.3 % | -17.9 % | SPI Index |
| Actions de sociétés étrangères | 408.7 | -16.0 % | -15.9 % | Composite[4] |
| Placements privés | 2.6 | 3.4 % | -15.9 % | Composite[4] |
| Immobilier net[2] | 915.0 | 0.3 % | 0.3 % | Taux absolu |
| **Total placements** | **2'522.2** | **-6.3 %** | **-6.1 %** | **Stratégie** |

*[1] Les performances sont pondérées par le temps (TWR) et ne tiennent pas compte des flux.*
*[2] La performance de 0.3% de l'immobilier se décompose en un rendement net de 3.7% et en moins-values de -3.4%.*
*[3] 50 % SBI AAA-BBB + 33 % JPM EMBI Global Div Comp hedgé CHF + 17 % BarCap Global High Yield Hedged CHF.*
*[4] 29 % MSCI NA LCT + 27 % MSCI Europe x/CH LCT + 15 % MSCI Pacific free LCT + 18 % MSCI EM + 11 % MSCI World small cap.*

## RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE

La politique d'investissement responsable de la CPCL vise à prendre en compte les considérations d'ordre environnemental, social et de gouvernance (ESG) dans la gestion de sa fortune. Elle se fonde sur l'exercice actif des droits de vote et l'engagement actionnarial, ainsi que sur l'exclusion de sociétés actives dans des domaines controversés. Sont ainsi exclues les sociétés ne respectant pas le cadre réglementaire suisse, les secteurs de l'armement, du charbon thermique (extraction et production d'électricité), du pétrole et gaz non conventionnel, ainsi que les sociétés faisant l'objet de controverses majeures et pour lesquelles l'engagement actionnarial ne produit pas de résultats sur la durée. Concernant la thématique environnementale, la stratégie climatique de la CPCL s'accorde sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

Afin de mettre en œuvre les orientations de sa politique d'investissement responsable avec une meilleure granularité, la CPCL a mis en place en 2021 son propre fonds dédié pour la gestion des actions suisses et étrangères. Cela a permis d'étendre l'exercice des droits de vote, de mettre en œuvre les exclusions décidées, et d'utiliser les indices climatiques *MSCI Low Carbon Target* comme références. Ces indices, construits par optimisation pour diminuer l'empreinte carbone tout en conservant des caractéristiques de rendement et de risque similaires aux indices financiers classiques, ont permis de diminuer l'empreinte carbone des portefeuilles en actions de près de 50 % par rapport à l'indice MSCI des actions mondiales à fin 2022. Un résumé de l'exercice des droits de vote en 2022 pour les actions suisses est disponible sur le site internet de la CPCL.

**Site de la CPCL**
cpcl.ch

La CPCL a mandaté la société Ethos pour réaliser l'engagement actionnarial auprès des sociétés dans lesquelles elle est investie. Elle est membre depuis 2011 de l'*Ethos Engagement Pool Suisse*, et depuis 2020 de l'*Ethos Engagement Pool International*. Les rapports d'activité des Pools peuvent être téléchargés sur le site d'Ethos.

**Site d'Ethos**
ethosfund.ch/fr → prestations → dialogue entreprises

Les thèmes de dialogue couvrent les domaines de l'environnement (changement climatique, impact environnemental, biodiversité et déforestation), du social (respect des droits humains, droit du travail, santé et sécurité) et de la gouvernance (responsabilité numérique, responsabilité fiscale, rémunération, lobbying, stratégie de durabilité et droits des actionnaires).

La CPCL a ainsi participé en 2022 à 24 campagnes d'engagement actionnarial auprès de plus de 100 sociétés suisses et à 34 campagnes auprès de plus de 800 sociétés étrangères. Les plus importantes de ces campagnes d'engagement se sont inscrites dans la continuité des efforts des années précédentes, à l'instar de la *Workforce Disclosure Initiative* sur la thématique des conditions de travail et de respect des droits humains, ainsi que de l'initiative collective *Climate Action 100+*, qui vise à inciter les sociétés concernées à prendre en compte les risques climatiques, à réduire les gaz à effet de serre (GES) tout au long de la chaîne de valeur conformément à l'objectif de l'Accord de Paris, et à améliorer le *reporting* selon les recommandations de la *Task Force on Climate-Related Financial Disclosures* (TFCD). Concernant cette initiative, les résultats montrent à fin 2022 que ¾ des sociétés ciblées se sont désormais engagées à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050 ou *ad minima* des réductions substantielles, et que la majorité d'entre elles respectent les recommandations de la TFCD.

**L'initiative *Climate Action 100+***
L'initiative Climate Action 100+ regroupe plus de 700 investisseurs institutionnels pour des capitaux sous gestion de USD 68'000 milliards. Son objectif est de pousser les sociétés les plus émettrices de $CO_2$ à réduire leurs émissions afin d'atteindre les objectifs fixés lors de la Conférence de Paris en 2015 sur le réchauffement climatique, mais également à divulguer davantage d'informations financières liées au climat et à améliorer leur gouvernance pour faire face aux risques climatiques. Les membres de l'*Ethos Engagement Pool* – dont la CPCL fait partie – adhèrent à cette initiative, dans laquelle Ethos est chargée du dialogue avec Nestlé, LafargeHolcim et Thyssenkrupp.

Dans le domaine de l'immobilier, la CPCL a mis en place une veille énergétique pour tous ses immeubles afin d'optimiser les consommations thermiques, d'eau et d'électricité. À plus long terme, elle vise à respecter les objectifs climatiques suisses dans le domaine spécifique de l'immobilier en augmentant le rythme des rénovations améliorant l'efficience énergétique.

Une forte progression des départs en retraite a été observée durant l'exercice 2022, une conséquence de la fin de la première phase des dispositions transitoires mise en place en 2018.

# Activités de la prévoyance professionnelle

La CPCL a fait le choix de soutenir l'ensemble des bénéficiaires de rente durant cette période difficile, tout en portant une attention particulière aux bénéficiaires dont les revenus sont plus modestes.

## DÉCISIONS ANNUELLES DU COMITÉ

**Versement d'une attribution unique**
Après des années de stabilité, le coût de la vie a connu une augmentation marquée en 2022. Ce retour de l'inflation est susceptible de rendre la situation plus difficile pour une partie de nos bénéficiaires de rentes. Pour compenser ce renchérissement – que les expert·es estiment temporaire – les membres du Comité ont décidé de verser une attribution unique aux bénéficiaires de rentes. Cet effort a été consenti malgré un développement adverse des marchés financiers en 2022, ayant conduit à une baisse du degré de couverture et à une diminution de la réserve de fluctuation de valeurs des placements. Grâce à la structure résistante des placements de la Caisse, notamment les placements immobiliers et les prêts à la Ville de Lausanne, et suite aux efforts réalisés pour maîtriser les coûts de gestion, la situation financière de la Caisse reste toutefois solide et respecte le chemin de recapitalisation. Cette situation a permis le versement d'une allocation unique, octroyée à bien plaire. Le montant du versement équivaut aux 2/3 de la rente mensuelle, à concurrence de CHF 1500.– au maximum.

Le Comité a ainsi fait le choix de soutenir l'ensemble des bénéficiaires de rentes durant cette période difficile, tout en portant une attention particulière aux bénéficiaires dont les revenus sont plus modestes. Ce versement a été effectué dans le courant du mois de février 2023.

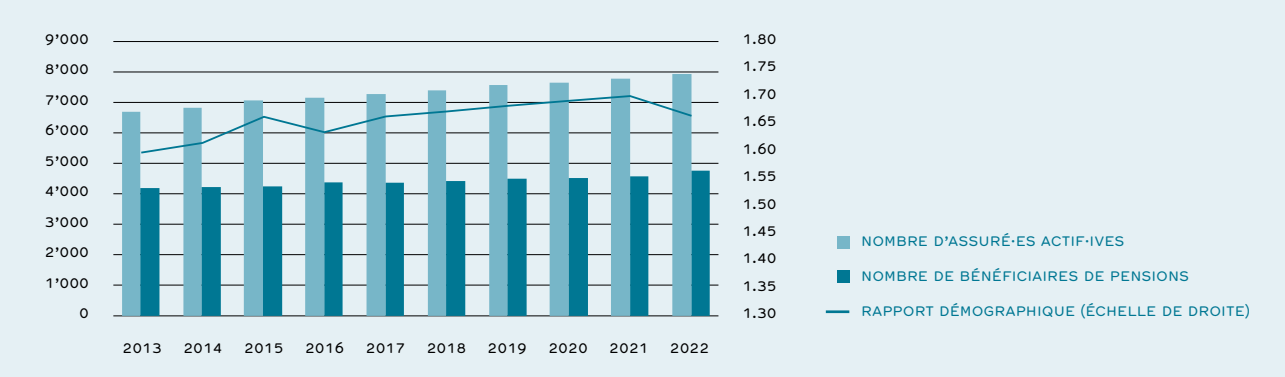
**Autres décisions**
Le Comité de la CPCL a décidé de ne pas revaloriser les salaires cotisants, en raison de la situation financière (réserve de fluctuation de valeurs des placements n'atteignant pas l'objectif) et de la recapitalisation en cours. Il a également fixé le taux d'intérêt applicable en 2022 aux comptes de préfinancement au même niveau que le taux d'intérêt technique, soit à 2.5 %.

Plusieurs modifications mineures ont été apportées au Règlement d'assurance, afin d'y formaliser les pratiques de la Caisse et de préciser certaines obligations émanant de la législation fédérale. Les articles 14a, 15, 22, 28, 38, 45, 69, 78 et 89 ont été modifiés et sont entrés en vigueur le 1er janvier 2023.

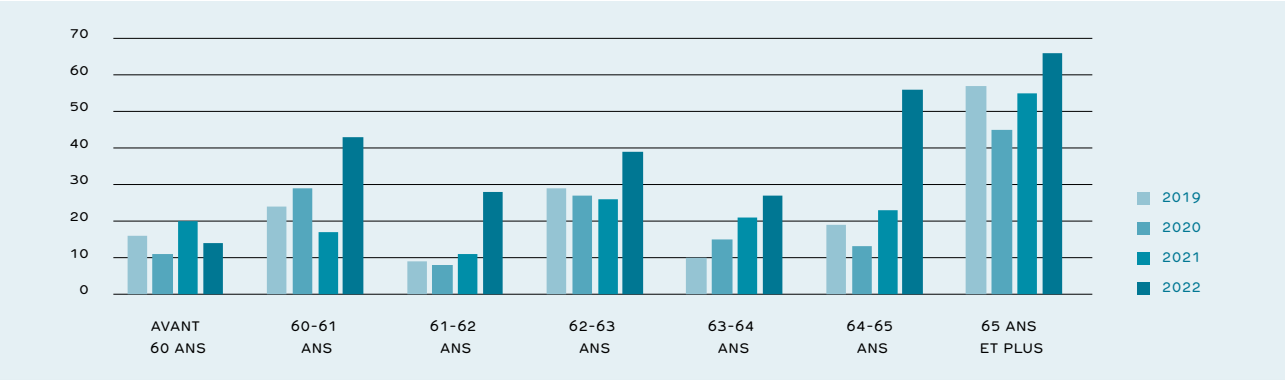
**Dispositions transitoires en cours**
Les dispositions transitoires liées à la suppression des taux de retraite anticipée favorables entrées en vigueur le 1er janvier 2018 voient leur première phase se terminer. Ces dernières prévoyaient des taux d'anticipation inchangés par rapport à la situation d'avant 2018 (-1.5 % par an) jusqu'au 31 décembre 2022. Dès le 1er janvier 2023, les taux sont dégressifs pour s'établir à -4.8 % par an dès le 1er janvier 2026.

La fin de cette première phase de dispositions transitoires a généré une accélération des départs en retraite. De nombreuses et nombreux assuré·es ont pris leur retraite en décembre 2022, bénéficiant ainsi encore des taux favorables. Cette situation exceptionnelle a engendré un accroissement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes par rapport à l'évolution structurelle standard. Néanmoins, un rattrapage devrait logiquement s'opérer ces prochaines années, avec un nombre de départs inférieur à la moyenne pour retrouver un niveau normal.

F6 | ÉVOLUTION DES EFFECTIFS




F7 | ÉVOLUTION DES DÉPARTS EN RETRAITE PAR TRANCHE D'ÂGE




## RÉFORME DE L'ÂGE AVS DES FEMMES

À la CPCL, l'âge ordinaire de retraite est fixé à 65 ans pour les hommes et les femmes depuis 1993. Dès lors, l'augmentation progressive de l'âge AVS des femmes au cours des prochaines années suite à la votation fédérale du 25 septembre 2022 n'aura aucune influence sur les prestations assurées par notre Caisse.

Le nombre de femmes parmi les assuré·es actif·ives est stable, représentant 41% de l'effectif. Toutefois, en termes de capitaux de prévoyance, ce rapport est différent (30 % pour les femmes et 70 % pour les hommes), ce qui s'explique en partie par une plus grande proportion de temps partiels et des carrières davantage fractionnées chez les femmes. L'âge moyen des assuré·es actif·ives est resté stable à environ 45 ans.

## EFFECTIFS EN LÉGÈRE HAUSSE

Au 31 décembre 2022, la CPCL compte 7935 assuré·es actif·ives et 4766 bénéficiaires de rentes. L'effectif des assuré·es actif·ives continue à augmenter principalement auprès des TL (+2.9 %), mais également auprès de la Ville de Lausanne (+1.8 %). Les bénéficiaires de rentes ont connu un pic de croissance avec la vague de départ à la retraite à fin 2022 mentionnée *supra*. F6

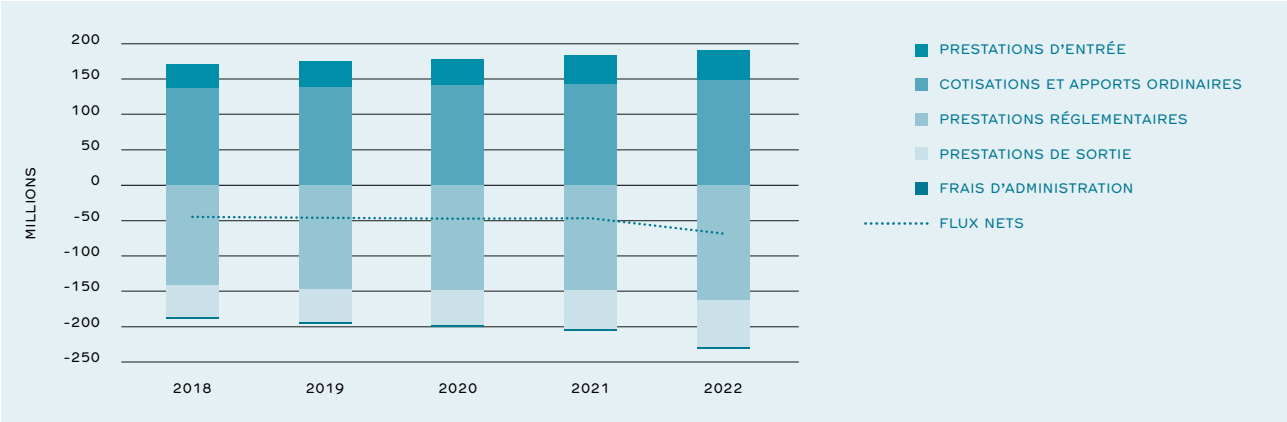
Le rapport démographique s'est péjoré en raison de la croissance de l'effectif des rentier·ères, pour s'établir à 1.66 à fin 2022 (contre 1.70 à fin 2021). À titre de comparaison, le ratio moyen des caisses de pensions suisses est de 3.2 selon l'étude Swisscanto sur les caisses de pensions suisses en 2023 (et de 2.1 pour les caisses de pensions publiques).

## VAGUE IMPORTANTE DE DÉPARTS EN RETRAITE

L'année 2022 a été marquée par une augmentation du nombre de départs à la retraite, plus de 100 départs supplémentaires ayant été enregistrés (273 en tout) par rapport aux années précédentes (164 en moyenne les quatre dernières années). Malgré tout, l'âge moyen de départ à la retraite est resté stable à 62 ans et 8 mois. Une grande partie des départs durant l'année 2022 sont des retraites anticipées avant l'âge de 63 ans.

Les départs en retraite anticipée en 2022 ont bénéficié de conditions d'anticipation favorables prévalant avant les modifications réglementaires entrées en vigueur au 1er janvier 2018. L'année 2022 est la cinquième année d'application des dispositions transitoires, qui dureront jusqu'au 31.12.2025. F7

F8 | ÉVOLUTION DES FLUX D'ASSURANCE




## ÉVOLUTION DES FLUX D'ASSURANCE

La rotation des effectifs observée durant l'année 2022 a entraîné une importante diminution des flux d'assurance nets.

Les flux entrants sont principalement composés des cotisations des assuré·es (CHF 54.4 millions), des cotisations des employeurs (CHF 90.5 millions) et des apports de libre passage (CHF 39.2 millions).

Les fluctuations de l'effectif durant l'exercice 2022 ont généré un volume de prestations de sortie de CHF 66.9 millions, en très forte augmentation par rapport à 2021 (CHF 54.3 millions).

Les prestations réglementaires ont progressé de CHF 149 millions à CHF 162 millions pour plusieurs raisons. Premièrement, la part des prestations prise en capital a doublé suite à la vague de départs en retraite (CHF 10.3 millions en 2022 versus CHF 5.2 millions en 2021). De plus, une attribution unique (CHF 5.4 millions) octroyée aux bénéficiaires de rentes a été versée en février 2023 mais provisionnée sur l'exercice 2022. Enfin, les versements pour prestations d'invalidité ont également significativement augmenté (CHF 6.6 millions au lieu de CHF 5.3 millions).

En 2022, le nombre de dossiers traités pour des retraits anticipés en lien avec l'encouragement à la propriété est en recul par rapport à 2021, permettant de retrouver les niveaux d'avant pandémie. Le nombre de retraits en lien avec un divorce est également resté stable. F8

Malgré des conditions de retraite identiques entre hommes et femmes, il existe un écart de rentes de retraite important entre les deux sexes. Cet écart s'explique par une proportion plus importante de temps partiels et de carrières non linéaires chez les femmes. T2

T2 | STATISTIQUES SUR LES RENTES EN COURS AU 01.01.2023

| TYPE DE RENTE | NOMBRE | RENTE ANNUELLE MOY. (CHF) | ÂGE MOY. BÉNÉFICIAIRES | SOMME RENTES VERSÉES (MIOS CHF)* |
|---|---|---|---|---|
| **Retraite** | | | | |
| Femmes | 1'184 | 23'049 | 74.0 ans | 27.2 |
| Hommes | 2'186 | 41'106 | 74.0 ans | 90.7 |
| Total | 3'370 | 34'762 | 74.0 ans | 117.9 |
| **Conjoint·e survivant·e** | | | | |
| Femmes | 892 | 21'848 | 80.0 ans | 20.7 |
| Hommes | 43 | 10'489 | 71.9 ans | 0.4 |
| Total | 941 | 21'326 | 79.6 ans | 21.1 |
| **Invalidité** | | | | |
| Femmes | 95 | 20'994 | 53.2 ans | 2.4 |
| Hommes | 123 | 27'338 | 57.2 ans | 3.5 |
| Total | 218 | 24'573 | 55.4 ans | 5.9 |
| **Enfants** | | | | |
| | 237 | 5'870 | 16.9 ans | 1.5 |

**Durant l'année 2022, sans tenir compte du versement de l'attribution unique ni des remboursements suite à un décès.*

# COMPTES ANNUELS

## COMPTES ANNUELS

# Bilan

(EN CHF)

## ACTIF

| | | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|---|
| **Placements** | | | |
| Liquidités et placements à court terme | | 69'522'019 | 63'792'122 |
| Autres créances à court terme | 6.10 | 17'740'225 | 20'543'755 |
| Prêts aux employeurs | 6.10 | 326'650'000 | 326'650'000 |
| Obligations en CHF | | 523'036'518 | 644'881'052 |
| Actions suisses | | 276'634'586 | 302'073'050 |
| Actions étrangères | | 408'734'018 | 438'053'461 |
| Hedge funds | | 1'101 | 1'009 |
| Placements privés | | 2'621'658 | 2'552'948 |
| Immobilier | | 949'716'097 | 977'086'862 |
| **Total placements** | **6.4** | **2'574'656'222** | **2'775'634'259** |
| **Compte de régularisation actif** | **7.1** | **9'565'535** | **2'508'238** |
| **Total actif** | | **2'584'221'757** | **2'778'142'497** |

## PASSIF

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagements** | | | |
| Prestations de libre passage et rentes | 7.1 | 24'498'872 | 15'147'390 |
| Banques/Assurances | 7.1 | 34'720'500 | 35'158'000 |
| Autres dettes | 7.1 | 10'105'499 | 7'318'299 |
| **Total engagements** | | **69'324'871** | **57'623'689** |
| **Compte de régularisation passif** | **7.1** | **21'055'399** | **14'907'471** |
| **Capitaux de prévoyance et provisions techniques** | | | |
| Capitaux de prévoyance assurés actifs | 5.2 | 1'439'314'503 | 1'471'351'986 |
| Capitaux de prévoyance bénéficiaires de rentes | 5.4 | 1'877'608'329 | 1'804'452'679 |
| Provisions de longévité assurés actifs | 5.6 | 50'376'008 | 44'140'560 |
| Provisions de longévité bénéficiaires de rentes | 5.6 | 65'716'292 | 54'133'580 |
| Provision de fluctuation des risques (actifs) | 5.6 | 11'740'000 | 11'740'000 |
| Provision mesures transitoires | 5.6 | 21'364'232 | 35'506'357 |
| **Total capitaux de prévoyance et provisions techniques (100%)** | | **3'466'119'364** | **3'421'325'162** |
| Part en répartition | 9.1 | -1'052'251'167 | -1'111'107'360 |
| **Total capitaux de prévoyance et provisions techniques (en capitalisation partielle)** | | **2'413'868'197** | **2'310'217'802** |
| **Réserve de fluctuation de valeurs** | **6.3** | **79'973'290** | **395'393'535** |
| **Fonds libres** | | **0** | **0** |
| **Total passif** | | **2'584'221'757** | **2'778'142'497** |

COMPTES ANNUELS

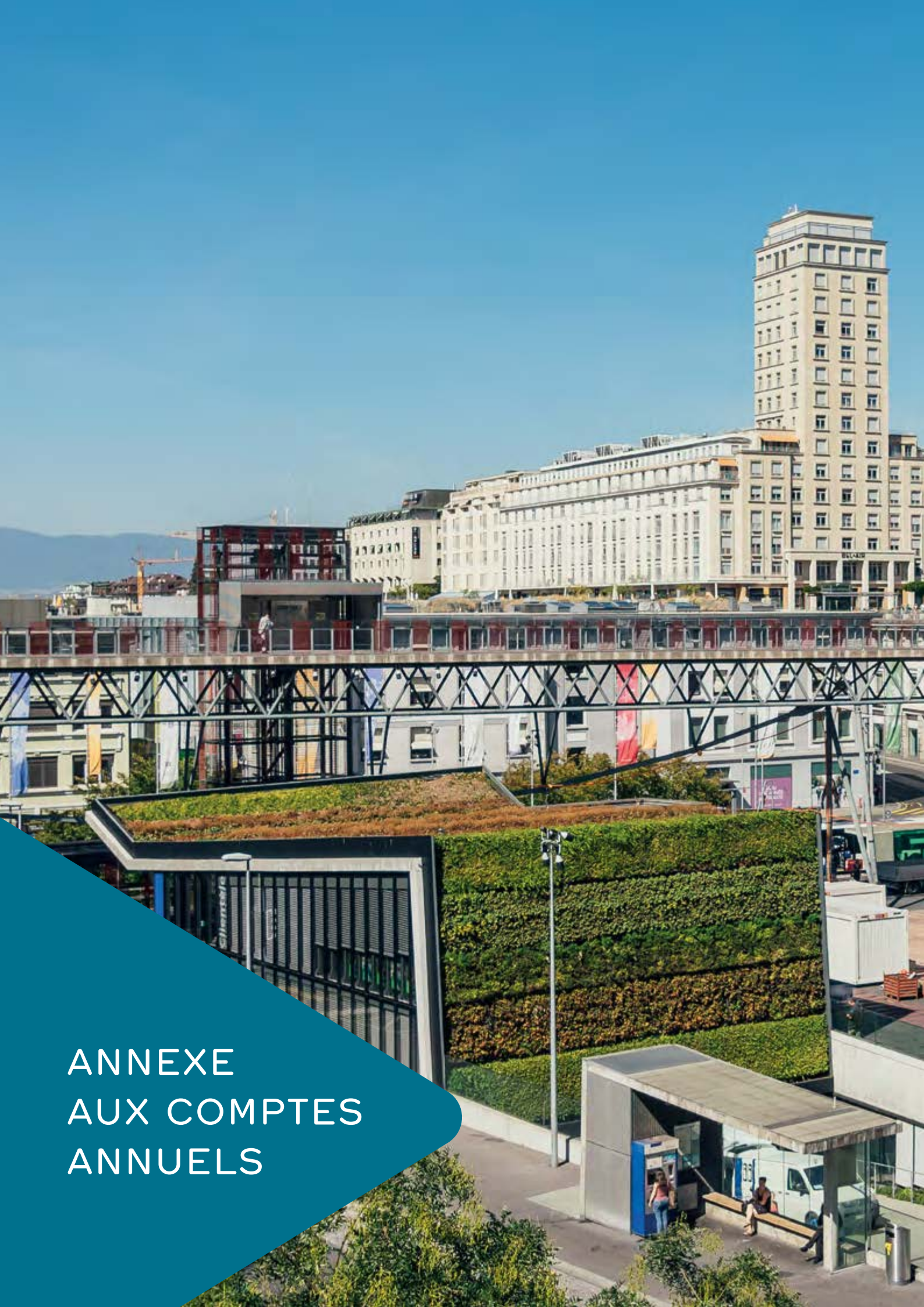
# Compte d'exploitation

(EN CHF)

| | | 2022 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **+ Cotisations et apports ordinaires et autres** | | | |
| Cotisations ordinaires des salariés | | 54'386'279 | 52'744'923 |
| Cotisations ordinaires des employeurs | | 90'500'730 | 87'785'103 |
| Produits d'assurance exceptionnels | | 0 | 0 |
| Primes uniques et rachats | | 3'348'845 | 3'000'977 |
| Subsides du fonds de garantie | | 55'886 | 23'987 |
| **Total cotisations et apports ordinaires et autres** | | **148'291'740** | **143'554'990** |
| **+ Prestations d'entrée** | | | |
| Apports de libre passage | | 39'192'643 | 37'422'661 |
| Remboursements de versements anticipés pour la propriété du logement/divorce | | 2'711'659 | 2'234'471 |
| **Total prestations d'entrée** | | **41'904'302** | **39'657'132** |
| **= Apports provenant de cotisations/prestations d'entrée** | | **190'196'042** | **183'212'122** |
| **- Prestations réglementaires** | | | |
| Pensions de vieillesse | | -120'015'693 | -113'655'045 |
| Pensions de survivants | | -22'402'701 | -21'350'931 |
| Pensions d'invalidité | | -6'601'692 | -5'312'979 |
| Autres prestations réglementaires | 7.1 | -3'049'466 | -3'010'574 |
| Prestations en capital à la retraite | | -10'274'824 | -5'184'272 |
| Prestations en capital au décès et à l'invalidité | | -1'717 | 0 |
| **Total prestations réglementaires** | | **-162'346'093** | **-148'513'801** |
| **- Prestations extra-réglementaires** | | **0** | **0** |
| **- Prestations de sortie** | | | |
| Prestations de libre passage en cas de sortie | 7.1 | -59'170'413 | -45'111'665 |
| Versements anticipés : propriété du logement/divorce | 7.1 | -7'713'017 | -9'224'404 |
| **Total prestations de sortie** | | **-66'883'430** | **-54'336'069** |
| **= Dépenses relatives aux prestations/versements anticipés** | | **-229'229'523** | **-202'849'870** |
| **+/- Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance et provisions techniques** | **5** | | |
| Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance assurés actifs | | 32'037'483 | -21'643'799 |
| Constitution de capitaux de prévoyance bénéficiaires de rentes | | -73'155'650 | -11'731'550 |
| Constitution de provision longévité assurés actifs | | -6'235'448 | -7'897'855 |
| Constitution de provision longévité bénéficiaires de rentes | | -11'582'712 | -9'315'552 |
| Dissolution de provisions pour mesures transitoires | | 14'142'125 | 13'783'419 |
| **Total variation capitaux de prévoyance et provisions techniques** | | **-44'794'202** | **-36'805'337** |
| **+/- Variation de la part en répartition des capitaux de prévoyance** | | **-58'856'193** | **-19'735'508** |
| **- Charges d'assurance** | | | |
| Cotisations au fonds de garantie | | -515'537 | -581'852 |
| **Total charges d'assurance** | | **-515'537** | **-581'852** |
| **= Résultat net de l'activité d'assurance** | | **-143'199'413** | **-76'760'445** |

| | | 2022 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **Report résultat net de l'activité d'assurance** | | **-143'199'413** | **-76'760'445** |
| **+/- Résultat net des placements** | | | |
| Résultat brut et sur les liquidités et placements à court terme | | 124'968 | -306 |
| Intérêts moratoires sur prestations de libre passage versées | | -218'158 | -114'339 |
| Résultat net sur autres créances à court terme | | 0 | 9'116 |
| Résultat net sur prêts aux employeurs | 6.10 | 12'154'000 | 12'154'000 |
| Résultat brut sur obligations en CHF | | -58'717'345 | 2'134'896 |
| Résultat brut sur obligations à haut rendement | | -407'402 | 0 |
| Résultat brut sur actions suisses | | -51'863'171 | 62'165'773 |
| Résultat brut sur actions étrangères | | -70'717'659 | 68'382'477 |
| Résultat brut sur hedge funds | | 92 | 3'545 |
| Résultat brut sur placements privés | | 253'784 | 842'601 |
| Résultat net sur couverture de change | | 0 | 4'420'828 |
| Résultat brut sur immobilier | | 5'595'272 | 44'445'573 |
| Frais de gestion de la fortune | | -5'855'526 | -6'720'342 |
| **Total résultat net des placements** | **6.8** | **-169'651'145** | **187'723'822** |
| **- Frais d'administration nets** | | | |
| Frais d'administration générale | | -2'470'674 | -2'521'767 |
| Honoraires organe de révision | | -85'777 | -86'160 |
| Honoraires expert en prévoyance | | -66'678 | -59'329 |
| Emoluments autorités de surveillance | | -22'850 | -20'299 |
| **Total frais d'administration nets** | | **-2'645'979** | **-2'687'555** |
| **+ Autres produits** | | | |
| Produits divers | | 76'292 | 39'719 |
| **Total autres produits** | **7.1** | **76'292** | **39'719** |
| **Total frais d'administration nets (incl. Produits)** | **7.2** | **-2'569'687** | **-2'647'836** |
| **= Excédent des charges/produits avant dissolution/constitution de la réserve de fluctuation de valeurs** | | **-315'420'245** | **108'315'541** |
| **+/- Dissolution/Constitution de la réserve de fluctuation de valeurs** | | **315'420'245** | **-108'315'541** |
| **= Excédent des charges/produits** | | **0** | **0** |

*N.B.: les arrondis au franc pour la présentation peuvent conduire à de légers écarts entre les rubriques et leurs totaux.*



# ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

fnac

# 1 BASES ET ORGANISATION

## 1.1 FORME JURIDIQUE ET BUT

La Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne, ci-après CPCL, est un établissement de droit public ayant la personnalité morale, conformément au décret du Grand Conseil du 17 novembre 1942, et bénéficiant de la garantie de la Commune de Lausanne.

Institution de prévoyance au sens de la LPP, la CPCL a pour but d'assurer ses membres contre les conséquences économiques de la vieillesse, du décès et de l'invalidité, en application de ses statuts et règlements et des prescriptions légales en vigueur.

## 1.2 ENREGISTREMENT LPP ET FONDS DE GARANTIE

La CPCL est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale sous le numéro 300'176.

La CPCL est inscrite au registre du Commerce du canton de Vaud.

La CPCL est obligatoirement affiliée au Fonds de garantie instauré par la LPP, qui verse notamment des subsides aux institutions de prévoyance dont la structure d'âge est défavorable et garantit les prestations légales dues par les institutions de prévoyance devenues insolvables.

La CPCL alimente le Fonds de garantie par une contribution annuelle calculée en fonction des salaires coordonnés LPP, des prestations de sortie acquises (libre passage) et des rentes en cours.

## 1.3 INDICATION DES ACTES ET DES RÈGLEMENTS

La CPCL est soumise à la législation fédérale sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité, ainsi qu'aux textes suivants :

- Statuts du 27 novembre 2012, état au 1er janvier 2015.
- Règlement d'assurance adopté le 14 octobre 2022, état au 1er janvier 2023.
- Règlement sur les passifs de nature actuarielle adopté le 16 mars 2018, entré en vigueur rétroactivement le 31 décembre 2017.
- Règlement de placement adopté le 15 juin 2018, état au 6 octobre 2022.
- Règlement relatif à la liquidation partielle adopté le 17 février 2017, entré en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2012.
- Règlement d'organisation adopté le 15 juin 2018, entré en vigueur au 1er juillet 2018.

## 1.4 ORGANE SUPRÊME, GESTION ET DROIT À LA SIGNATURE

### Comité

La CPCL est administrée par un Comité de dix membres, élus pour une période de 5 ans.

COMPOSITION DU COMITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2022

| Représentants des employeurs | |
|---|---|
| Florence GERMOND, vice-présidente | Ville de Lausanne |
| Valérie BOURQUARD | TL |
| Grégoire JUNOD | Ville de Lausanne |
| Pierre-Antoine HILDBRAND | Ville de Lausanne |
| Gérald HIRSIG | Ville de Lausanne |

| Représentants des assurés | |
|---|---|
| Claude SIMARRO, président | UEACL |
| François NEGRI | SSP |
| Yann MARCELLI | UPSI |
| Carmelo SCUDERI | SEV |
| Philippe TÂCHE | Catégorie B |

| Représentant des pensionnés avec voix consultative |
|---|
| Dominique BESSON |

*Monsieur Philippe Tâche a quitté le Comité au 31.12.2022. Il est remplacé par Monsieur Frédéric Bolanz.*

### Mode de signature

La Caisse est valablement engagée par la signature collective à deux :

→ du président ou du vice-président du Comité et du directeur ou d'un directeur adjoint ; ou,
→ du président ou du vice-président du Comité et d'un autre membre du Comité.

Pour les actes et décisions relevant de la compétence du Bureau ou de la Commission, la Caisse est valablement engagée par la signature collective à deux :

→ du président ou du vice-président de l'organe concerné et du directeur ou d'un directeur adjoint.

Pour la gestion opérationnelle, la Caisse est valablement engagée par la signature collective à deux :

→ du directeur et d'un directeur adjoint ; ou,
→ de deux directeurs adjoints. L'un d'eux peut être remplacé par le président ou le vice-président du Comité, ou le président de l'organe concerné.

### Administration et gestion

La CPCL a son siège à la rue Centrale 7, 1003 Lausanne. Elle fonctionne sous le contrôle et la responsabilité du Comité et de la direction composée de M. Loïc Broggini (directeur), Mme Elvira Isenring (directrice adjointe, responsable prévoyance) et M. Jean-Pierre Steiner (directeur adjoint, responsable financier).

Les activités suivantes sont confiées à des prestataires externes, selon les instructions et sous la surveillance du Comité et de la direction.

Gestion de la fortune mobilière : divers gérants spécialisés par classes d'actifs (voir point 6.1).

Gestion de la fortune immobilière : Service des gérances et Service d'architecture et du logement de la Ville de Lausanne.

## 1.5 EXPERTS, ORGANE DE RÉVISION, AUTORITÉ DE SURVEILLANCE

| | |
|---|---|
| Expert en prévoyance professionnelle | Pittet Associés SA/Stéphane Riesen, exécutant, Lausanne |
| Organe de révision | BfB Audit SA, Renens |
| Conseiller financier | MBS Capital Advice, Genève |
| Conseiller immobilier | Helvetadvisors SA, Genève |
| Autorité de surveillance | Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale, Lausanne |

### 1.6 EMPLOYEURS AFFILIÉS

Destinée à l'origine au seul personnel de l'Administration communale lausannoise, la CPCL peut, avec l'accord du Conseil communal de Lausanne, admettre l'affiliation du personnel d'organismes d'intérêt public dans lesquels les autorités lausannoises ont au moins un droit de regard. Vingt organismes, dont la liste figure ci-après, sont aujourd'hui affiliés à la CPCL :

- Ville de Lausanne
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne
- Centre petite enfance de Lausanne
- Centre vaudois d'aide à la jeunesse
- Cinémathèque suisse
- Conservatoire de Lausanne
- Fondation École de musique Lausanne
- Fondation bureau vaudois d'adresses
- Fondation lausannoise pour la construction de logements
- Fondation maison pour étudiants Lausanne (FMEL)
- Lausanne-Tourisme
- Manège du Chalet-à-Gobet
- Opéra de Lausanne
- Orchestre de chambre de Lausanne
- Parc naturel du Jorat
- SI-Ren SA
- Société coopérative d'habitation Lausanne
- Société vaudoise pour la protection des animaux
- Théâtre de Vidy-Lausanne
- Transports publics de la région lausannoise SA

## 2 ASSURÉS ACTIFS ET PENSIONNÉS

| 2.1 Assurés actifs | 31.12.2022 | 31.12.2021 | VARIATIONS ENTRÉES | VARIATIONS SORTIES |
|---|---|---|---|---|
| Femmes | 3'246 | 3'140 | 477 | -371 |
| Hommes | 4'689 | 4'647 | 504 | -462 |
| **Total assurés actifs** | **7'935** | **7'787** | **981** | **-833** |

| 2.2 Répartition au 31.12.2022 | NOMBRE | EN % | | SALAIRES COTISANTS |
|---|---|---|---|---|
| Dont : | | | | |
| - Ville de Lausanne | 5'415 | 68 % | CHF | 361'504'339 |
| - Autres employeurs affiliés | 2'520 | 32 % | CHF | 165'197'887 |
| Dont : | | | | |
| - Femmes | 3'246 | 41 % | CHF | 182'239'333 |
| - Hommes | 4'689 | 59 % | CHF | 344'462'893 |
| Dont : | | | | |
| - Catégorie A | 7'234 | 91 % | CHF | 466'455'577 |
| - Catégorie B | 701 | 9 % | CHF | 60'246'649 |
| **Total assurés actifs** | **7'935** | **100 %** | **CHF** | **526'702'226** |

| 2.3 Pensionnés | 31.12.2022 | 31.12.2021 | VARIATIONS ENTRÉES | VARIATIONS SORTIES |
|---|---|---|---|---|
| Retraités hommes | 2'186 | 2'096 | 175 | -85 |
| Retraités femmes | 1'184 | 1'110 | 100 | -26 |
| **Total** | **3'370** | **3'206** | **275** | **-111** |
| Conjoints survivants hommes | 43 | 38 | 8 | -3 |
| Conjoints survivants femmes | 898 | 920 | 58 | -80 |
| **Total*** | **941** | **958** | **66** | **-83** |
| Invalides hommes | 123 | 123 | 17 | -17 |
| Invalides femmes | 95 | 84 | 18 | -7 |
| **Total** | **218** | **207** | **35** | **-24** |
| **Total pensions de base** | **4'529** | **4'371** | **376** | **-218** |
| Orphelins | 47 | 57 | 6 | -16 |
| Enfants d'invalides ou de retraités | 190 | 151 | 63 | -24 |
| **Total pensions complémentaires** | **237** | **208** | **69** | **-40** |
| **Total pensionnés** | **4'766** | **4'579** | **445** | **-258** |

**y compris conjoint survivant divorcé*

ECA

# 3 NATURE DE L'APPLICATION DU BUT

## 3.1 EXPLICATIONS DU PLAN DE PRÉVOYANCE

Les Statuts de la CPCL définissent deux catégories distinctes d'assurés soumises à la même réglementation, à savoir:

- Catégorie A: tous les assurés, à l'exception de ceux inclus dans la catégorie B.
- Catégorie B: policiers, pompiers et ambulanciers.

Les dispositions réglementaires (ci-après RA-CPCL) prévoient pour l'essentiel les prestations suivantes:

- Âge de retraite entre 60 et 70 ans (âge ordinaire de 65 ans pour la catégorie A et de 62 ans pour la catégorie B) ART. 35 À 43, 84 ET 85 RA-CPCL
- Cette prestation est complétée, dans certains cas, par le versement d'un supplément temporaire durant 3 ans en catégorie A, 5 ans en catégorie B, mais au plus tard jusqu'à l'âge terme de l'AVS. ART. 41 ET 86 RA-CPCL
- Rente d'invalidité. ART. 44 À 47 RA-CPCL
- Rente de conjoint survivant ART. 48 ET 49 RA-CPCL et pension de conjoint divorcé. ART. 58 RA-CPCL
- Rente d'orphelin et rente pour enfant de retraité et d'invalide. ART. 50 À 52 RA-CPCL
- Prestation de libre passage pour les assurés qui quittent la CPCL sans avoir droit à une rente. ART. 53 À 57 RA-CPCL
- Prestations pour les personnes divorcées. ART. 58 À 62 RA-CPCL
- Encouragement à la propriété du logement. ART. 65 À 77 RA-CPCL

## 3.2 FINANCEMENT, MÉTHODES DE FINANCEMENT

La CPCL est financée par:

- les apports de libre passage, les cotisations et rachats des assurés,
- les cotisations des employeurs,
- le rendement de la fortune.

La CPCL applique un système de capitalisation partielle, conformément aux articles 72a et suivants LPP. Le plan de prévoyance est en primauté des prestations, les cotisations sont donc fixées en fonction des prestations définies dans le plan d'assurance compte tenu des autres sources de financement.

Durant l'exercice sous revue, les cotisations étaient fixées ainsi pour la catégorie A (catégorie B) en % du traitement cotisant:

| | | |
|---|---|---|
| Assurés | 10.5 % | (11.3 %) |
| Employeurs | 17.5 % | (18.8 %) |
| Total | 28.0 % | (30.1 %) |

## 3.3 AUTRES INFORMATIONS SUR L'ACTIVITÉ DE PRÉVOYANCE

Néant.

# 4 PRINCIPES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES, PERMANENCE

## 4.1 CONFIRMATION SUR LA PRÉSENTATION DES COMPTES SELON SWISS GAAP RPC 26

Les comptes de la CPCL sont présentés en conformité avec la recommandation comptable Swiss GAAP RPC 26 (état au 01.01.2014), en application de l'article 47 de l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP2).

## 4.2 PRINCIPES COMPTABLES ET D'ÉVALUATION

Les valeurs en monnaies étrangères sont converties en CHF au cours des devises du dernier jour ouvrable de l'année.

**Liquidités - Placements et créances à court terme - Prêts aux employeurs**
Les valeurs au bilan représentent les sommes effectivement dues à la CPCL sur la base de relevés ou contrats.
Les corrections de valeur économiquement nécessaires, liées à un risque spécifique sont, le cas échéant, directement portées en diminution des actifs correspondants (correctif d'actif).

**Obligations - Actions - Hedge funds - Placements privés**
Les placements figurent au bilan à la valeur boursière ou à la dernière valeur nette d'inventaire connue.

**Immobilier direct**
Les immeubles sont évalués à leur valeur de marché selon la méthode DCF (Discounted Cash Flow). Le taux d'actualisation est de 4 % pour les immeubles du marché libre (immeubles commerciaux inclus) ainsi que pour les immeubles subventionnés ou contrôlés. Les travaux de construction d'immeubles sont comptabilisés au bilan au coût de construction jusqu'à leur achèvement. Après l'achèvement des constructions, la part estimée des travaux en charge est comptabilisée dans le compte d'exploitation, et la part estimée des travaux à plus-value est comptabilisée au bilan jusqu'à ce que les paramètres d'évaluation intègrent le nouvel état locatif, après quoi ils sont évalués à leur valeur de marché.

**Capitaux de prévoyance et provisions techniques**
Les capitaux de prévoyance et les provisions techniques sont déterminés chaque année, à la date du bilan, selon des principes reconnus et sur des bases techniques généralement admises conformément au règlement sur les passifs de nature actuarielle.

## 4.3 MODIFICATION DES PRINCIPES COMPTABLES, D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

Néant.

# 5 COUVERTURE DES RISQUES, RÈGLES TECHNIQUES ET DEGRÉ DE COUVERTURE

## 5.1 NATURE DE LA COUVERTURE DES RISQUES, RÉASSURANCE

La CPCL est une caisse de pensions autonome, sans réassurance. Elle assume donc seule les conséquences financières et actuarielles de la vieillesse, de l'invalidité et du décès.

## 5.2 DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL DE COUVERTURE POUR LES ASSURÉS ACTIFS

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Solde au 1er janvier | 1'471'351'986 | 1'449'708'187 |
| Constitution/dissolution ordinaire durant l'exercice | -32'037'483 | 21'643'799 |
| Adaptation des bases techniques | 0 | 0 |
| **Solde au 31 décembre** | **1'439'314'503** | **1'471'351'986** |

## 5.3 TOTAL DES AVOIRS DE VIEILLESSE SELON LA LPP

Les avoirs de vieillesse correspondent aux prestations de libre passage minimales dues selon la LPP.
À fin 2022, le montant total s'élève à CHF 587'557'455.–, contre CHF 600'870'445.– au 31 décembre 2021.

## 5.4 DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL DE COUVERTURE POUR LES PENSIONNÉS

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Solde au 1er janvier | 1'804'452'679 | 1'792'721'129 |
| Constitution/dissolution ordinaire durant l'exercice | 73'155'650 | 11'731'550 |
| Adaptation des bases techniques | 0 | 0 |
| **Solde au 31 décembre** | **1'877'608'329** | **1'804'452'679** |

## 5.5 RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE EXPERTISE ACTUARIELLE

La dernière expertise actuarielle a été établie en 2020 à la date de référence du 31 décembre 2019. Elle conclut que la situation actuarielle et financière de la Caisse est satisfaisante compte tenu des bases techniques, des provisions constituées et du système financier applicable au 1er janvier 2020, respectant ainsi le plan de financement approuvé par l'Autorité de surveillance le 11 novembre 2022. L'expert en prévoyance professionnelle a notamment examiné le niveau du taux d'intérêt technique et a conclu que le taux de 2.5 % actuellement appliqué était adéquat.
Compte tenu des observations et des analyses effectuées, l'expert recommandait d'alimenter la provision pour fluctuation des risques décès et invalidité de CHF 1'380'000.– pour être portée à hauteur de son nouvel objectif de CHF 11'740'000.–. Le Comité a suivi les recommandations de l'expert et a décidé d'augmenter cette provision dès le bouclement de l'exercice 2020.
La prochaine expertise actuarielle sera réalisée en 2023 avec une date de référence au 31.12.2022.

## 5.6 BASES TECHNIQUES ET AUTRES HYPOTHÈSES SIGNIFICATIVES SUR LE PLAN ACTUARIEL

Les capitaux de prévoyance sont déterminés par l'expert agréé en prévoyance professionnelle, sur la base des tables actuarielles LPP 2015 projetées en 2015, et d'un taux technique de 2.5 % (inchangé depuis 2018.

Les engagements comprennent les provisions techniques suivantes :

- Provisions de longévité – destinées à prendre en compte l'accroissement de l'espérance de vie, et servant à financer le coût d'un futur changement de bases techniques, et alimentées chaque année à raison de 0.5 % du capital de prévoyance des actifs et des pensionnés.
- Provision de fluctuation des risques – destinée à atténuer la variabilité du coût des risques décès et invalidité, et figurant au bilan pour sa valeur cible qui correspond à 300 % du montant nécessaire à la couverture du sinistre annuel total avec une probabilité de 95 %.
- Provision pour mesures transitoires – destinée à financer le capital de prévoyance supplémentaire rendu nécessaire par l'octroi réglementaire de mesures transitoires destinées à garantir la différence entre la prestation effectivement servie et celle qui serait versée en application stricte des nouvelles dispositions réglementaires.

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Provision de longévité des assurés actifs | 50'376'008 | 44'140'560 |
| Provision de longévité des bénéficiaires de rentes | 65'716'292 | 54'133'580 |
| Provision de fluctuation des risques | 11'740'000 | 11'740'000 |
| Provision pour mesures transitoires | 21'364'232 | 35'506'357 |
| **Total des provisions techniques au 31 décembre** | **149'196'532** | **145'520'497** |

## 5.7 DEGRÉ DE COUVERTURE SELON L'ARTICLE 44 OPP2

Le degré de couverture correspond au rapport entre la fortune disponible, réserve de fluctuation de valeurs incluse, et le total des capitaux de prévoyance et des provisions techniques.

Il s'élève à 71.9 % au 31 décembre 2022 (79.1 % à fin 2021).

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Total des actifs du bilan | 2'584'221'757 | 2'778'142'497 |
| ./. Engagements | 69'324'872 | 57'623'688 |
| ./. Compte de régularisation de passif | 21'055'399 | 14'907'471 |
| = Fortune nette de prévoyance | 2'493'841'486 | 2'705'611'338 |
| Total capitaux de prévoyance et provisions techniques | 3'466'119'364 | 3'421'325'162 |
| **Degré de couverture au 31 décembre** | **71.9 %** | **79.1 %** |

D'autres informations sur le système de capitalisation et le plan de financement sont données au point 9.1.

# 6 EXPLICATIONS RELATIVES AUX PLACEMENTS ET AU RÉSULTAT NET DES PLACEMENTS

## 6.1 ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ DE PLACEMENT – RÈGLEMENT DE PLACEMENT

La fortune de la CPCL est constituée de valeurs mobilières et immobilières, gérées sous la responsabilité du Comité sur la base de son règlement de placements. Le Comité détermine l'allocation des actifs ainsi que les bornes inférieures et supérieures par classe d'actifs.

La gestion du patrimoine immobilier est déléguée, par mandat et contre rémunération, aux Service des gérances et Service d'architecture et du logement de la Ville de Lausanne, qui rapportent périodiquement au Comité.

La gestion de la fortune mobilière est confiée à des gérants spécialisés dans les différentes classes d'actifs qui composent l'allocation stratégique de la Caisse, selon tableau ci-après. Ces gérants sont tous agréés conformément aux directives en la matière.

| CATÉGORIE DE PLACEMENT | GÉRANT | VALEUR (MIOS CHF) | STYLE DE GESTION | AUTORITÉ DE SURVEILLANCE |
|---|---|---|---|---|
| **Obligations** | | | | |
| Obligations libellées en CHF | ZKB - Swisscanto | 139.5 | Indiciel | FINMA |
| Obligations libellées en CHF | CSAM | 138.6 | Indiciel | FINMA |
| Obligations de pays émergents - hedgé CHF | CSAM | 168.9 | Indiciel | FINMA |
| Obligations à haut rendement - hedgé CHF | ROBECO | 37.6 | Actif | CSSF |
| Obligations à haut rendement - hedgé CHF | Lombard Odier | 38.4 | Actif | CSSF |
| **Actions** | | | | |
| Fonds CPCL - Actions suisses | ZKB - Swisscanto | 272.4 | Indiciel | FINMA |
| Fonds CPCL - Actions étrangères (pays développés) | ZKB - Swisscanto | 310.0 | Indiciel | FINMA |
| Actions pays émergents | ZKB - Swisscanto | 74.3 | Indiciel | FINMA |
| Actions internationales de petite capitalisation | ZKB - Swisscanto | 24.5 | Indiciel | FINMA |
| **Autres placements** | | | | |
| Private equity | Renaissance Techn. 4 | 2.1 | Actif | CHSPP |
| Private equity | Cust. Infrast. Strat. LP | 0.5 | Actif | CIMA |
| Infrastructure suisse | Sireso | 4.2 | Actif | FINMA |
| Liquidités et placements à court terme | CPCL | 69.5 | | AS-SO |
| Placements chez l'employeur | CPCL | 326.7 | | AS-SO |
| Autres créances | CPCL | 17.7 | | AS-SO |

**LISTE DES ACRONYMES**

| | |
|---|---|
| FINMA | Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers |
| CSSF | Commission de Surveillance du Secteur Financier (Luxembourg) |
| CHSPP | Commission de Haute Surveillance de la Prévoyance Professionnelle |
| CIMA | Cayman Islands Monetary Authority |
| AS-SO | Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale |

Conformément à l'Ordonnance contre les rémunérations abusives (ORAb), la CPCL exerce son droit de vote pour toutes les actions de sociétés suisses détenues au sein de son fonds dédié, et pour les 400 plus grandes sociétés internationales détenues au sein de son fonds dédié. Un rapport succinct sur l'exercice des droits de vote en 2022 est disponible sur le site internet de la CPCL.

**RÉPARTITION ET LIMITES DES PLACEMENTS SELON RÈGLEMENT DE PLACEMENTS**

| | STRATÉGIE DE PLACEMENTS | | SITUATION AU 31.12.2022 | |
|---|---|---|---|---|
| CATÉGORIE DE PLACEMENT | ALLOCATION DES ACTIFS | BANDES DE FLUCTUATION | CHF | EN % |
| Liquidités et créances à court terme | 2.0 % | 1 %-5 % | 87'262'245 | 3.4 % |
| Prêts aux employeurs | 13.0 % | 11 %-15 % | 326'650'000 | 13.0 % |
| Obligations libellées en CHF | 9.5 % | 0 %-17.5 % | 278'039'587 | 10.9 % |
| Obligations pays émergents couv. CHF | 6.5 % | 5 %-8 % | 168'925'231 | 6.7 % |
| Obligations à haut rendement | 3.0 % | 2 %-4 % | 76'071'700 | 3.0 % |
| Total actions | 30.0 % | 25.5 %-34.5 % | 685'368'603 | 27.0 % |
| Actions suisses | 12.0 % | | 276'634'586 | 10.9 % |
| Actions étrangères | 18.0 % | | 408'734'018 | 16.1 % |
| *Dont actions Europe* | *4.8 %* | | | |
| *Dont actions Amérique du Nord* | *5.3 %* | | | |
| *Dont actions Japon* | *1.9 %* | | | |
| *Dont actions Pacifique* | *0.8 %* | | | |
| *Dont actions petites cap. monde* | *2.0 %* | | | |
| *Dont actions Pays émergents* | *3.2 %* | | | |
| Hedge funds | 0.0 % | 0 %-1 % | 1'100 | 0.0 % |
| Placements privés | 0.0 % | 0 %-1 % | 2'621'657 | 0.1 % |
| Immobilier* | 36.0 % | 30 %-42 % | 914'995'597 | 36.0 % |
| **Total des placements** | **100.0 %** | | **2'539'935'721** | **100.0 %** |

** La valeur des placements immobiliers est présentée nette des hypothèques représentant CHF 34'720'500 au 31.12.2022.*

Les pondérations dans les différentes classes d'actifs se trouvent au sein des bandes de fluctuation définies autour de la cible stratégique.

Les classes d'actifs suivantes contiennent des placements alternatifs ou sont considérées comme des placements alternatifs du point de vue de l'OPP2.

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Actions suisses | 4'199'000 | 4'010'714 |
| Hedge funds | 1'100 | 1'009 |
| Placements privés | 2'621'658 | 2'552'948 |
| **Total des placements alternatifs (selon OPP2)** | **6'821'758** | **6'564'671** |

Au 31.12.2022, la part des placements alternatifs par rapport à la fortune globale (avec immobilier net des hypothèques) est de 0.1 % (0.2 % au 31.12.2021). La limite d'investissement dans les placements alternatifs de 15 % selon article 55 lettre d de l'OPP2 n'est pas atteinte.

Au 31.12.2022, les placements en actions représentent 27.0 % de la fortune globale (avec immobilier net des hypothèques), la limite de 50 % fixée par l'article 55 lettre b de l'OPP2 n'est donc pas atteinte (27.0 % au 31.12.2021).

L'exposition nette en devises se situe à 16.1 % de la fortune globale (avec immobilier net des hypothèques) au 31.12.2022 contre 16.0 % au 31.12.2021. La limite de 30 % selon l'article 55 lettre e de l'OPP2 n'est donc pas dépassée.

Certaines limites de placements selon l'OPP2 font l'objet d'une dérogation. Elles sont énumérées au point 6.2.

## 6.2 UTILISATION DES EXTENSIONS DES POSSIBILITÉS DE PLACEMENT SELON L'ARTICLE 50 ALINÉA 4 OPP2

La CPCL fait usage de l'extension des limites de placement autorisée par l'art. 50 al. 4 de l'OPP2. Nous confirmons que la CPCL :

→ choisit, gère et contrôle soigneusement les placements opérés,
→ veille à assurer la sécurité de la réalisation des buts de prévoyance,
→ respecte le principe d'une répartition appropriée des risques.

Au 31 décembre 2022, la CPCL déroge aux limites de placement OPP2 des catégories suivantes :

**Avances sur biens immobiliers** ART. 54B AL. 2

Dans le cadre de la recapitalisation de 2009, la CPCL a reçu de la Commune de Lausanne des immeubles par l'apport des actifs et passifs de la société coopérative Colosa. Diverses hypothèques sont liées à ces immeubles, dont certaines dépassaient la limite maximale par objet de 30 % de la valeur vénale. Bien que cette extension ne soit pas spécifiquement prévue à l'art. 50 al. 4 OPP2, l'Autorité de surveillance a autorisé en 2018 la CPCL à renouveler une seule fois les emprunts hypothécaires en cours, pour une durée maximale de 10 ans et en respectant un taux d'avance maximum par immeuble de 30 %.

Cette dérogation a pour objectif de laisser le temps à la CPCL de trouver des solutions permettant de mieux rentabiliser les immeubles subventionnés et/ou contrôlés du parc ex-Colosa.

Au 31.12.2022, les avances sur biens immobiliers représentent 3.7 % de la valeur totale des immeubles (3.6 % au 31.12.2021), et 28.5 % de la valeur des immeubles gagés (26.7 % au 31.12.2021).

**Placements immobiliers** ART. 55 LIT. C

La part des placements immobiliers excède la limite de 30 %.

**Placements chez l'employeur** ART. 57 AL.2

Les prêts de CHF 326.65 millions octroyés à la Ville de Lausanne dans le cadre des opérations de recapitalisation dépassent la limite de 5 % de placements chez l'employeur. On voudra bien se référer également au point 6.1.

**Placements en biens immobiliers utilisés pour plus de 50 % de leur valeur par l'employeur** ART. 57 AL. 3

Ces placements représentent 7.0 % de la fortune placée (avec immobilier net des hypothèques) et dépassent donc la limite maximale de 5 %.

## 6.3 RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS

La réserve de fluctuation de valeurs est constituée pour neutraliser les risques de marché spécifiques à l'allocation des actifs de la Caisse. L'objectif de réserve de fluctuation de valeurs est calculé en application du règlement de placements selon la méthode de la Value at Risk (VaR), avec un niveau de sécurité de 99 % et un horizon-temps de 3 ans.

De par son système de capitalisation partielle, la CPCL a adopté un chemin de recapitalisation qui définit le degré de couverture à atteindre chaque année (voir point 9.1).

L'attribution à la réserve ne peut avoir lieu que lorsque le chemin de recapitalisation est respecté. Tant que cette réserve n'a pas atteint son objectif, l'excédent de recettes résultant du compte d'exploitation doit être affecté à cette réserve.

La réserve de fluctuation de valeurs est nécessaire pour respecter le chemin de recapitalisation. La dissolution de la réserve de fluctuation de valeurs a lieu dès lors que le compte d'exploitation présente un déficit, et pour autant que les éventuels fonds libres aient été préalablement dissous. Il ne peut y avoir un découvert que si la réserve de fluctuation de valeurs a été intégralement dissoute.

| RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Capitaux de prévoyance et provisions techniques en capitalisation partielle (en CHF) | 2'413'868'197 | 2'310'217'802 |
| Valeur cible de la RFV (en % des engagements en capitalisation partielle) | 25.56 % | 26.36 % |
| Valeur cible de la RFV (en CHF) | 617'000'000 | 609'000'000 |
| **RFV constituée (en CHF)** | **79'973'290** | **395'393'535** |
| **RFV constituée (en % valeur cible)** | **13 %** | **65 %** |

## 6.4 PRÉSENTATION DES PLACEMENTS PAR CATÉGORIE

| (EN CHF) | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| **Placements** | **2'574'656'221** | **2'775'634'259** |
| **Liquidités et placements à court terme** | **69'522'019** | **63'792'122** |
| Caisse | 51 | 7 |
| Comptes courants bancaires | 49'082'067 | 63'792'115 |
| Placements à court terme | 20'439'901 | 0 |
| **Autres créances à court terme** | **17'740'225** | **20'543'755** |
| Cotisations à recevoir | 11'670'774 | 10'953'652 |
| Impôt anticipé à récupérer | 4'638'252 | 7'765'995 |
| Loyers arriérés | 769'220 | 1'259'685 |
| Débiteurs divers | 566'100 | 555'094 |
| Agencement bureaux | 86'550 | 0 |
| Titres | 9'329 | 9'329 |
| **Prêts aux employeurs** | **326'650'000** | **326'650'000** |
| Commune de Lausanne (4 %, échéance 30.09.2039) | 144'250'000 | 144'250'000 |
| Commune de Lausanne (3.5 %, échéance 31.12.2052) | 182'400'000 | 182'400'000 |
| **Obligations en CHF** | **523'036'518** | **644'881'052** |
| Placements collectifs | 523'036'518 | 644'881'052 |
| **Actions suisses** | **276'634'586** | **302'073'050** |
| Placements collectifs | 272'435'586 | 298'062'336 |
| Actions non cotées | 4'199'000 | 4'010'714 |
| **Actions étrangères** | **408'734'018** | **438'053'461** |
| Placements collectifs | 408'734'018 | 438'053'461 |
| **Placements hedge funds** | **1'100** | **1'009** |
| Placements collectifs | 1'100 | 1'009 |
| **Placements privés** | **2'621'658** | **2'552'948** |
| Placements collectifs | 2'621'658 | 2'552'948 |
| **Immobilier** | **949'716'097** | **977'086'862** |
| Immobilier direct | 949'716'097 | 977'086'862 |

## 6.5 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS EN COURS (OUVERTS)

Il n'y a pas d'instruments financiers dérivés en cours dans les placements directs de la Caisse.

## 6.6 ENGAGEMENTS DE CAPITAL OUVERTS

| VÉHICULES DE PLACEMENT | ENGAGEMENTS EN DEVISES AU 31.12.2022 | AU COURS DE | ENGAGEMENTS EN CHF AU 31.12.2022 | ENGAGEMENTS EN CHF AU 31.12.2021 |
|---|---|---|---|---|
| **Placements privés** | | | **142'165** | **142'996** |
| CHF | 107'200 | 1.0000 | 107'200 | 107'200 |
| USD | 37'865 | 0.92341 | 34'965 | 35'796 |

Les souscriptions de fonds de placement n'interviennent qu'au fur et à mesure des investissements réalisés par les gestionnaires. Les sommes ci-dessus représentent les appels de fonds non effectués.

## 6.7 VALEURS DE MARCHÉ ET CO-CONTRACTANTS DES TITRES EN SECURITIES LENDING

La CPCL n'a pas recouru de manière directe au prêt de titres en 2022.

## 6.8 EXPLICATIONS DU RÉSULTAT NET DES PLACEMENTS

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Résultat net des placements** | **-169'651'144** | **187'723'823** |
| | | |
| Charges/Intérêts | 67'978 | -29'591 |
| Gains | 10'499 | 53'520 |
| Pertes | -7'372 | -16'892 |
| **Résultat brut sur liquidités et placements à court terme** | **71'105** | **7'037** |
| Frais comptabilisés directement | -9'380 | -36'459 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | -1'466 | 0 |
| **Résultat net sur liquidités et placements à court terme** | **60'259** | **-29'422** |
| | | |
| **Intérêts moratoires sur prestations de libre passage versées** | **-218'158** | **-114'339** |
| | | |
| Intérêts de retard, frais de rappel et divers | 0 | 0 |
| Attribution/Dissolution à la provision pour pertes sur débiteurs | 0 | 0 |
| **Résultat net sur autres créances à court terme** | **0** | **0** |
| | | |
| Intérêts | 12'154'000 | 12'154'000 |
| **Résultat net sur prêts aux employeurs** | **12'154'000** | **12'154'000** |
| | | |
| Intérêts | 11'414'342 | 9'287'156 |
| Gains | 997'033 | 9'455'934 |
| Pertes | -71'128'717 | -16'561'212 |
| **Résultat brut sur obligations en CHF** | **-58'717'342** | **2'181'878** |
| Frais comptabilisés directement | -579'781 | -493'281 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | -997'033 | -1'194'629 |
| **Résultat net sur obligations en CHF** | **-60'294'156** | **493'968** |
| | | |
| Intérêts | 0 | 0 |
| Gains | 20'897 | 0 |
| Pertes | -428'300 | 0 |
| **Résultat brut sur obligations haut rendement** | **-407'403** | **0** |
| Frais comptabilisés directement | -124'017 | 0 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | -20'897 | 0 |
| **Résultat net sur obligations haut rendement** | **-552'317** | **0** |
| | | |
| Produits | 6'736'837 | 7'055'145 |
| Gains | 188'285 | 55'110'628 |
| Pertes | -58'788'293 | 0 |
| **Résultat brut sur actions suisses** | **-51'863'171** | **62'165'773** |
| Frais comptabilisés directement | -420'805 | -358'346 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | 0 | -3'051 |
| **Résultat net sur actions suisses** | **-52'283'976** | **61'804'376** |
| | | |
| Produits | 9'903'323 | 8'811'628 |
| Gains | 93'879 | 69'034'572 |
| Pertes | -80'714'861 | -5'042'882 |
| **Résultat brut sur actions étrangères** | **-70'717'659** | **72'803'318** |
| Frais comptabilisés directement | -629'357 | -537'908 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | 0 | -4'522 |
| **Résultat net sur actions étrangères** | **-71'347'016** | **72'260'888** |
| | | |
| Charges | 0 | 0 |
| Gains | 57'157 | 3'545 |
| Pertes | 0 | 0 |
| **Résultat brut sur hedge funds** | **57'157** | **3'545** |
| Frais comptabilisés directement | -2'763 | -2'385 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | 0 | 0 |
| **Résultat net sur hedge funds** | **54'394** | **1'160** |

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Produits | 50'329 | 380'893 |
| Gains | 205'459 | 464'643 |
| Pertes | -1'818 | 0 |
| **Résultat brut sur placements privés** | **253'970** | **845'536** |
| Frais comptabilisés directement | -9'336 | -8'880 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | -54'451 | -54'233 |
| **Résultat net sur placements privés** | **190'183** | **782'423** |
| | | |
| Gains | 0 | 120 |
| Pertes | -694 | -47'407 |
| **Résultat brut sur couverture de change** | **-694** | **-47'287** |
| Frais comptabilisés directement | 0 | 0 |
| Somme des indicateurs de frais des placements collectifs | 0 | 0 |
| **Résultat net sur couverture de change** | **-694** | **-47'287** |
| | | |
| Produits des immeubles | 60'862'260 | 60'618'833 |
| Charges d'entretien et réparations des immeubles | -23'366'358 | -18'491'472 |
| Charges d'intérêts hypothécaires | -451'431 | -526'842 |
| Produits/Pertes sur ventes d'immeubles | -183'027 | 7'122'424 |
| Plus et moins-values non réalisées sur l'exercice | -31'334'432 | -4'316'551 |
| **Résultat brut sur immobilier** | **5'527'012** | **44'406'392** |
| Honoraires de gérances et autres frais de gestion | -2'940'675 | -3'988'337 |
| **Résultat net sur immobilier** | **2'586'337** | **40'418'055** |

*Les gains présentés ci-dessus comprennent également les plus-values réalisées sur les ventes, les plus-values non réalisées ainsi que la réintégration des frais des placements collectifs.*

## 6.9 EXPLICATION DES FRAIS DE GESTION DE LA FORTUNE

Les frais de gestion de fortune comprennent les commissions d'administration et de gérance des capitaux, les honoraires de gérance du parc immobilier ainsi que les frais des fonds de placement (TER).

| FRAIS DE GESTION DE LA FORTUNE (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Coûts d'administration et de gestion facturés | 1'841'003 | 1'475'569 |
| Coûts contenus dans les placements collectifs (TER) | 1'073'848 | 1'256'436 |
| Honoraires de gérance et autres frais de gestion immobilière | 2'940'675 | 3'988'337 |
| **Total des frais de gestion de la fortune** | **5'855'526** | **6'720'342** |
| Total des placements transparents en matière de frais (avec immobilier net) | 2'538'715'178 | 2'740'476'259 |
| **Pourcentage des frais de gestion de fortune par rapport à la totalité des placements transparents en matière de frais** | **0.23 %** | **0.25 %** |
| **Taux de transparence en matière de frais** | **100.00 %** | **100.00 %** |

## 6.10 EXPLICATIONS DES PLACEMENTS CHEZ LES EMPLOYEURS ET DE LA RÉSERVE DE CONTRIBUTION DES EMPLOYEURS

### Cotisations à encaisser auprès des organismes affiliés

| (EN CHF) | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Cotisations à encaisser | 11'670'774 | 10'953'652 |

La rubrique «Autres créances à court terme» inclut les cotisations à encaisser auprès des organismes affiliés. Ces cotisations ont été réglées début 2023.

**Prêts à long terme aux employeurs**

Il s'agit d'un prêt d'une durée de trente ans, portant intérêt au taux de 4 %, qui a été accordé dans le contexte de la recapitalisation de 2009, ainsi que d'un prêt d'une durée de quarante ans, portant intérêt au taux de 3.5 %, qui a été accordé dans le contexte de la recapitalisation de 2012. Ces prêts s'inscrivent dans le cadre des dispositions de l'art. 54 al. 2 let d OPP2 et respectent les dispositions légales en matière de placements auprès de l'employeur (art. 57 OPP2). En outre, l'Autorité de surveillance a été informée de ces placements conformément à l'art. 58a al. 2 OPP2.

| (EN CHF) | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Commune de Lausanne (4 %, 30.09.2009-2039) | 144'250'000 | 144'250'000 |
| Commune de Lausanne (3.5 %, 31.12.2012-2052) | 182'400'000 | 182'400'000 |

| (EN CHF) | RENDEMENT 2022 | RENDEMENT 2022 |
|---|---|---|
| Intérêts sur prêts | 12'154'000 | 12'154'000 |

**Immeubles loués par la Ville de Lausanne**

Les groupes d'immeubles suivants appartenant à la CPCL sont loués **dans leur totalité** par la Ville de Lausanne :

→ Chauderon 7-11, Genève 28 A-C

Les groupes d'immeubles suivants appartenant à la CPCL sont loués **à plus de 50 %** par la Ville de Lausanne :

→ Genève 52
→ St-Martin 29-31-33, Couvaloup 2-4-6
→ St-Roch 9-11

Les groupes d'immeubles suivants appartenant à la CPCL sont loués **à moins de 50 %** par la Ville de Lausanne :

→ Aloys-Fauquez 8-12
→ Aloys-Fauquez 47-49-51
→ Aubépines 14
→ Béthusy 68
→ César-Roux 8
→ Chailly 5-7
→ Châtelard 54-54A-54B, Petit-Flon 60
→ Châtelard 56
→ Diablerets 11
→ Entre-Bois 9
→ Entre-Bois 30-34
→ Entre-Bois 53-55
→ France 14
→ Harpe 47-47B, Lac 2-10B
→ Harpe 52-56
→ Jardins-de-Prélaz
→ Mathias-Mayor 4
→ Morges 33 bis
→ Petit-Flon 52-54
→ Plaines-du-Loup 74
→ Pontaise 19
→ Praz-Séchaud 1-12
→ Victor-Ruffy 52

CAFE

# 7 EXPLICATIONS RELATIVES À D'AUTRES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE D'EXPLOITATION

## 7.1 AUTRES POSTES DU BILAN ET DE L'EXPLOITATION

| (EN CHF) | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **Compte de régularisation actif** | **9'565'535** | **2'508'237** |
| Intérêts courus | 7'826'500 | 1'442'500 |
| Autres comptes de régularisation | 1'739'035 | 1'065'737 |
| **PASSIF** | | |
| **Prestations de libre passage et rentes** | **24'498'873** | **15'147'390** |
| Prestations de libre passage dues | 24'498'873 | 15'147'390 |
| **Banques/Assurances** | **34'720'500** | **35'158'000** |
| Emprunts hypothécaires | 34'720'500 | 35'158'000 |
| **Autres dettes** | **10'105'499** | **7'318'298** |
| Fournisseurs et divers | 7'779'221 | 4'518'536 |
| Comptes de chauffage | 2'017'142 | 1'239'651 |
| Créanciers LPP autorités VL | 309'136 | 263'836 |
| Honoraires de gérance VL | 0 | 1'296'275 |
| **Compte de régularisation passif** | **21'055'400** | **14'907'472** |
| Loyers perçus d'avance | 4'127'089 | 3'596'333 |
| Fonds de régulation des loyers | 7'551'916 | 6'862'078 |
| Fonds de garantie | 544'507 | 584'353 |
| Autres comptes de régularisation | 6'250'621 | 1'249'382 |
| Honoraires de gérance VL à payer | 2'581'267 | 2'615'326 |
| **Autres postes du compte d'exploitation** | | |
| **Autres prestations réglementaires** | **-3'049'466** | **-3'010'574** |
| Supplément temporaire (pont AVS) | -3'019'466 | -2'990'574 |
| Frais selon art. 44 du Règlement d'application | -30'000 | -20'000 |
| **Prestations de libre passage en cas de sortie** | **-59'170'414** | **-45'111'665** |
| Transfert | -55'374'867 | -42'943'641 |
| Remboursement | -3'795'547 | -2'168'024 |
| **Versements anticipés : propriété du logement/divorce** | **-7'713'017** | **-9'224'404** |
| Accession à la propriété | -5'160'911 | -6'728'104 |
| Ensuite de divorce | -2'552'106 | -2'496'300 |
| **Produits divers** | **76'291** | **39'719** |
| Emoluments accessions EPL | 23'045 | 22'950 |
| Produits exceptionnels | 0 | 0 |
| Remboursement de traitement | 42'704 | 0 |
| Divers | 10'542 | 16'769 |

## 7.2 EXPLOITATION – DÉTAIL DES FRAIS D'ADMINISTRATION

| (EN CHF) | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Charges de personnel** | **-2'130'395** | **-1'849'220** |
| Salaires et charges sociales | -2'118'961 | -1'833'144 |
| Frais de formation du personnel | -11'434 | -11'685 |
| Frais de recrutement | 0 | -4'391 |
| **Frais des instances** | **-160'895** | **-149'755** |
| Indemnités | -115'825 | -129'430 |
| Autres frais des instances | -45'070 | -20'325 |
| **Loyer, charges et entretien locaux** | **-179'084** | **-175'753** |
| Loyers, chauffages, charges | -151'409 | -147'691 |
| Nettoyage et électricité | -27'675 | -28'062 |
| **Frais administratifs** | **-337'187** | **-361'907** |
| Achats et installation mobilier | -3'860 | -100 |
| Logiciels et matériel informatique | -166'330 | -187'930 |
| Imprimés, matériel, téléphones, abonnements | -31'188 | -24'452 |
| Assurances | -51'112 | -51'148 |
| Mandats de la Ville de Lausanne | -62'665 | -75'250 |
| Autres frais | -22'032 | -23'027 |
| **Honoraires externes** | **-649'745** | **-719'878** |
| Honoraires de l'organe de révision | -85'777 | -86'160 |
| Autres mandats | -173'957 | -280'532 |
| Conseillers externes | -300'483 | -273'558 |
| Expert : Bilan technique annuel | -30'156 | -30'156 |
| Expert : Divers calculs et conseils | -36'522 | -29'173 |
| Autorité de surveillance | -22'850 | -20'299 |
| **Frais d'administration bruts** | **-3'457'306** | **-3'256'513** |
| **Produits divers** | **76'292** | **39'719** |
| Produits divers | 53'247 | 10'099 |
| Part. du personnel aux assurances | 0 | 6'670 |
| Emoluments EPL | 23'045 | 22'950 |
| **Frais pris en charge par compte fortune** | **811'327** | **568'957** |
| Pris en charge par immeubles | 359'408 | 232'821 |
| Pris en charge par gestion mobilière | 451'919 | 336'136 |
| **Frais d'administration nets** | **-2'569'687** | **-2'647'837** |
| Nombre de bénéficiaires de prestations | 12'701 | 12'367 |
| Frais d'admin. nets CHF par bénéficiaires/prestations | 202 | 214 |

# 8 DEMANDES DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE

Aucune demande particulière n'a été formulée par l'AS-SO durant l'exercice 2022.

# 9 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À LA SITUATION FINANCIÈRE

## 9.1 SYSTÈME DE CAPITALISATION ET PLAN DE FINANCEMENT

Conformément aux dispositions fédérales en matière de financement des institutions de prévoyance de droit public entrées en vigueur au 1er janvier 2012, la CPCL déroge au principe de la capitalisation complète.
Une telle dérogation doit faire l'objet d'une décision de l'Autorité de surveillance et n'est possible que si l'institution bénéficie d'une garantie d'une corporation publique et qu'un plan de financement permettant d'assurer l'équilibre financier à long terme est adopté (chemin de recapitalisation).
Le chemin de recapitalisation définit le degré de couverture à atteindre chaque année jusqu'en 2052 et doit respecter diverses conditions fixées à l'article 72a LPP. Lorsque le degré de couverture est supérieur à celui du chemin de recapitalisation, la CPCL constitue une réserve de fluctuation de valeurs et lorsqu'il est inférieur, des mesures doivent être prises pour recouvrer le degré de couverture déterminé par le chemin de recapitalisation.
Conformément aux exigences fédérales, la CPCL doit actualiser son plan de financement tous les cinq ans. Le plan de financement a été revu en 2022, et les différentes hypothèses d'évolution ont été adaptées sans que le chemin de recapitalisation n'ait besoin d'être modifié. Il a été soumis à l'Autorité de surveillance de Suisse occidentale, qui l'a formellement validé le 17 novembre 2022, permettant ainsi à la CPCL de poursuivre sa gestion selon le système de la capitalisation partielle.
Les degrés de couverture déterminants selon le chemin de recapitalisation figurent dans le tableau ci-dessous (inchangés par rapport à ceux présentés en 2021) :

| 1er JANVIER | GLOBAL | ACTIFS |
|---|---|---|
| **2012** | 55.2% | 0.6% |
| **2013** | 56.5% | 5.7% |
| **2014** | 57.8% | 10.1% |
| **2015** | 59.0% | 12.6% |
| **2016** | 60.3% | 15.1% |
| **2017** | 61.6% | 18.0% |
| **2018** | 62.6% | 20.4% |
| **2019** | 63.7% | 22.5% |
| **2020** | 64.7% | 24.6% |
| **2021** | 65.7% | 26.9% |
| **2022** | 66.8% | 28.9% |
| **2023** | 67.6% | 30.9% |
| **2024** | 68.8% | 32.7% |
| **2025** | 69.8% | 34.5% |

| 1er JANVIER | GLOBAL | ACTIFS |
|---|---|---|
| **2026** | 70.9% | 37.0% |
| **2027** | 71.9% | 39.3% |
| **2028** | 72.9% | 41.6% |
| **2029** | 74.0% | 43.9% |
| **2030** | 75.0% | 46.2% |
| **2031** | 75.7% | 47.7% |
| **2032** | 76.4% | 49.1% |
| **2033** | 77.0% | 50.4% |
| **2034** | 77.7% | 51.8% |
| **2035** | 78.4% | 53.5% |
| **2036** | 79.1% | 54.9% |
| **2037** | 79.8% | 56.6% |
| **2038** | 80.5% | 58.1% |
| **2039** | 81.1% | 59.8% |

| 1er JANVIER | GLOBAL | ACTIFS |
|---|---|---|
| **2040** | 81.8% | 61.3% |
| **2041** | 82.5% | 63.0% |
| **2042** | 83.2% | 64.5% |
| **2043** | 83.9% | 65.9% |
| **2044** | 84.5% | 67.4% |
| **2045** | 85.2% | 68.7% |
| **2046** | 85.9% | 70.0% |
| **2047** | 86.6% | 71.3% |
| **2048** | 87.3% | 72.8% |
| **2049** | 88.0% | 74.2% |
| **2050** | 88.6% | 75.5% |
| **2051** | 89.3% | 76.9% |
| **2052** | 90.0% | 78.4% |

Au 31.12.2022, les degrés de couverture déterminants sont les suivants :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| **Degré de couverture OPP2 art. 44, al. 1 (voir point 5.7)** | **71.9 %** | **79.1 %** |
| Degré de couverture global selon chemin de recapitalisation | 67.6 % | 66.8 % |
| Degré de couverture initial global (01.01.2012) | 55.2 % | 55.2 % |
| Degré de couverture effectif des assurés actifs | 36.2 % | 54.2 % |
| Degré de couverture des actifs selon chemin de recapitalisation* | 30.9 % | 28.9 % |
| Degré de couverture initial des assurés actifs (01.01.2012) | 0.6 % | 0.6 % |

** Le respect du degré de couverture des assurés actifs de 30.9 % selon le chemin de recapitalisation représente un degré de couverture global de 69.6 % au 31.12.2022.*

Sur cette base, la part en répartition au 31 décembre 2022 s'établit comme suit :

| (EN CHF) | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Engagements au degré de couverture initial global (55.2 %) | 1'913'297'889 | 1'888'571'489 |
| Engagements au degré de couverture initial des actifs (0.6 %) et des pensionnés (100 %) | 1'952'461'389 | 1'867'962'692 |
| Engagements au degré de couverture global selon le chemin de recapitalisation (67.6 %/66.8 %) | 2'343'096'690 | 2'285'445'208 |
| Engagements au degré de couverture des actifs selon le chemin de recapitalisation et (100 %) des pensionnés | 2'413'868'197 | 2'310'217'802 |
| **Prise en compte des engagements les plus élevés pour la détermination de la part en répartition, soit :** | **2'413'868'197** | **2'310'217'802** |

Au bilan, les engagements de prévoyance sont diminués de la partie financée en répartition, déterminée à chaque clôture des comptes en déduisant du degré de couverture à 100 % le degré de couverture minimum à atteindre à la date du bilan selon le plan de financement adopté.

## 9.2 MISE EN GAGE D'ACTIFS

Divers immeubles font l'objet d'emprunts hypothécaires pour lesquels des cédules hypothécaires sont mises en gage.

| (EN CHF) | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Cédules hypothécaires | 106'262'392 | 106'262'392 |
| Hypothèques nominatives* | 22'066'476 | 22'066'476 |
| Utilisées à hauteur de (emprunts hypothécaires) | 34'720'500 | 35'158'000 |
| Valeur comptable des immeubles | 121'747'839 | 131'656'996 |

** Hypothèques légales de droit public en faveur de la Commune de Lausanne et du Canton de Vaud pour les prestations fournies en vertu de l'article 19 de la Loi sur le logement (LL) du 9 septembre 1975.*

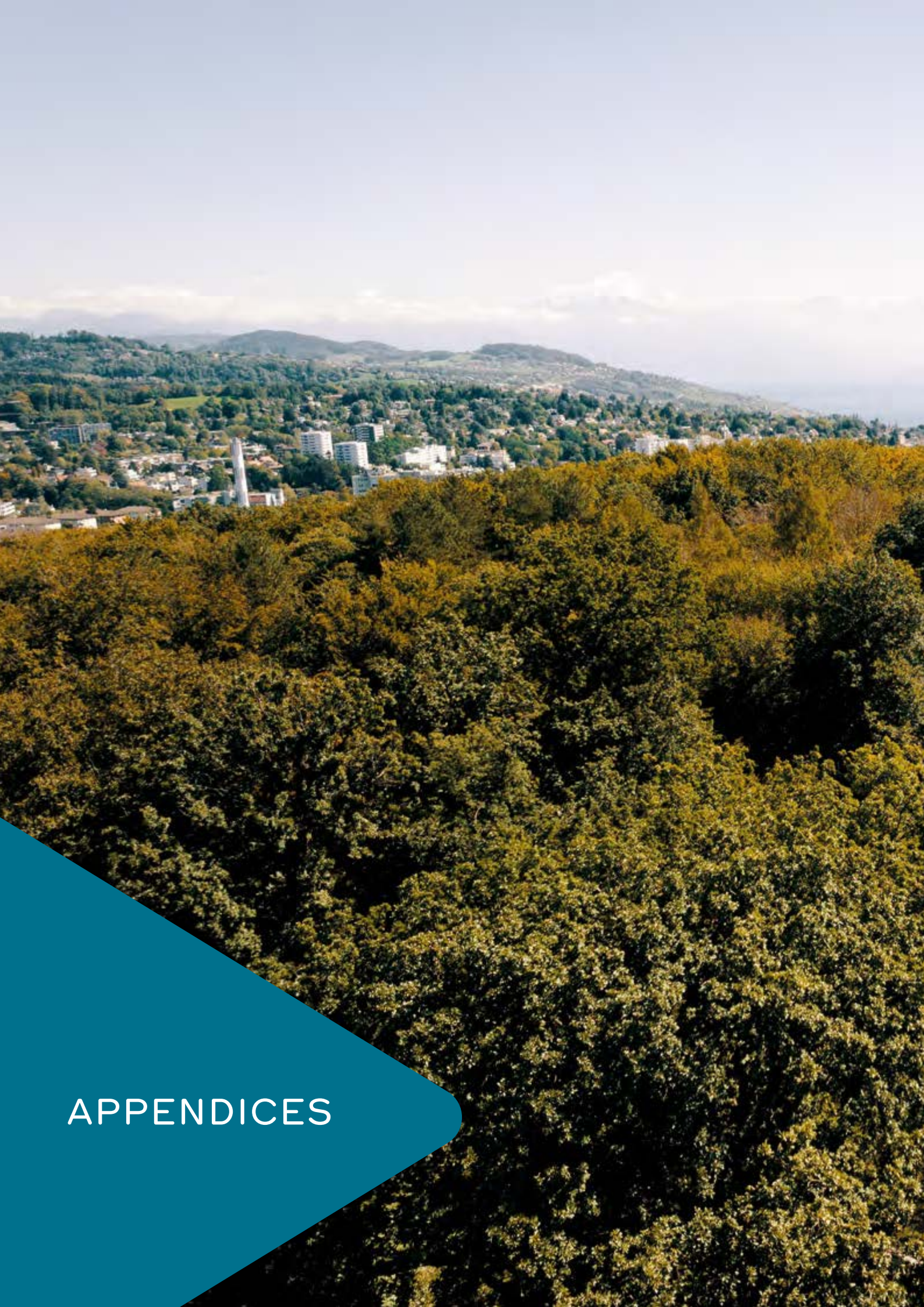
## 9.3 PROCÉDURES JURIDIQUES EN COURS

**Assurance**
Aucune procédure juridique n'est en cours.

**Immobilier**
La CPCL, par son mandataire le Service des gérances de la Ville de Lausanne, est régulièrement partie à diverses procédures en matière de bail à loyer en sa qualité de bailleresse. La gravité estimée de ces litiges n'a pas incité la CPCL à constituer de provisions.

# 10 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Dans le cadre du bouclement des comptes 2022, la CPCL a été confrontée à des difficultés dans la livraison de la comptabilité immobilière, conduisant à un retard dans la clôture et la publication des comptes. L'AS-SO a octroyé à la CPCL un délai supplémentaire de deux mois (fin août) pour la soumission des comptes audités.



# APPENDICES

# RAPPORT ET ATTESTATION

BfB Audit SA
Avenue des Baumettes 23
Case postale 183
CH-1020 Renens VD 1

Téléphone +41 (0)21 641 46 46
Téléfax +41 (0)21 641 46 40
E-mail : contact@bfbvd.ch

Rapport de l'organe de révision au Comité de la
**Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne**
**Lausanne**

BfB

**Opinion d'audit**

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (institution de prévoyance) comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte d'exploitation pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels ci-joints sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

**Fondement de l'opinion d'audit**

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'institution de prévoyance, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Comité. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

**Responsabilités du Comité relatives aux comptes annuels**

Le Comité est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

BfB

**Responsabilités de l'expert en matière de prévoyance professionnelle relatives à l'audit des comptes annuels**

Le Comité désigne pour la vérification un organe de révision et un expert en matière de prévoyance professionnelle. Celui-ci est responsable de l'évaluation des provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels, constituées de capitaux de prévoyance et de provisions techniques. L'organe de révision n'a pas pour tâche de vérifier l'évaluation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques conformément à l'art. 52c, al. 1, let. a, LPP. Par ailleurs, l'expert en matière de prévoyance professionnelle examine périodiquement, conformément à l'art. 52e, al. 1, LPP, si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales.

**Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels**

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra toujours de détecter une anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit conforme à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH), nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes;
- nous acquérons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'institution de prévoyance;
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes, à l'exception des capitaux de prévoyance et provisions techniques évalués par l'expert en prévoyance professionnelle.

Nous communiquons à l'organe suprême ou à sa commission compétente notamment nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le contrôle interne relevée au cours de notre audit.

**Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

Le Comité répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements. Nous avons procédé aux vérifications prescrites à l'art. 52c, al. 1, LPP et à l'art. 35 OPP 2.

# RAPPORT ET ATTESTATION

BfB

Nous avons vérifié si :

- l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires, et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- les comptes de vieillesse LPP étaient conformes aux dispositions légales;
- les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration de liens d'intérêt étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Les comptes annuels présentent un excédent de passif de CHF 972.3 millions et un degré de couverture de 71.9%, calculé selon l'article 44 alinéa 1 OPP2. Ce taux est supérieur au taux de couverture initial de 55.2% et au taux de 67.6% au 1er janvier 2023, tel que défini dans le chemin de recapitalisation approuvé par l'Autorité de surveillance.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Renens, le 30 août 2023

**BfB Audit SA**

BfB

Guy Chervet
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

BfB

Hakan Savci
Expert-réviseur agréé

**Annexes**

Comptes annuels comprenant :

- bilan
- compte d'exploitation
- annexe

INFORMATION

Ce document a été signé électroniquement
Merci de me scanner

PITTET

## ATTESTATION DE L'EXPERT AU 31 DÉCEMBRE 2022

Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne

Les développements effectués dans le présent rapport nous autorisent à attester que :

- Les dispositions réglementaires de nature actuarielle, relatives aux prestations et au financement, sont conformes aux prescriptions légales.
- Selon le bilan technique annexé, le degré de couverture légal de la Caisse à fin 2022 est égal à 71.9 %, et se situe au-dessus du chemin de financement soumis à l'Autorité de surveillance. La Caisse respecte les exigences légales relatives au financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public en capitalisation partielle.
- Les provisions techniques constituées à la fin 2022 sont conformes aux exigences réglementaires.
- La réserve de fluctuation de valeurs constituée correspond à 13.0 % de l'objectif retenu par le Comité. Cet objectif sera examiné dans le cadre de l'expertise actuarielle à fin 2022 prévue pour cette année.
- Pour l'évaluation de ses engagements, la Caisse applique les tables actuarielles LPP 2015 (P 2015) au taux d'intérêt technique de 2.5 %. L'adéquation des bases techniques appliquées sera formellement examinée dans le cadre de l'expertise actuarielle au 31 décembre 2022. En cas de changement de bases, les barèmes réglementaires devront être adaptés en conséquence et le financement structurel vérifié.

Pittet Associés SA
Signature électronique qualifiée - Droit suisse

**STÉPHANE RIESEN**
Directeur général
Expert agréé LPP, expert exécutant

Pittet Associés SA
Signature électronique qualifiée - Droit suisse

**VINCENT ABBET**
Fondé de pouvoir
Expert agréé LPP

Lausanne, le 31 août 2023

# LISTE DES IMMEUBLES PAR COMMUNE

## CHAVANNES-PRÈS-RENENS

Centrale 30
Préfaully 17-23

## ECUBLENS

Tir-Fédéral 20-24

## LAUSANNE

Aloys-Fauquez 47-49-51
Aloys-Fauquez 53-55-57
Aloys-Fauquez 62, Aoste 1-5, Forêt 1-5
Aloys-Fauquez 8-12
Aloys-Fauquez 89
Aubépines 14
Bérée 14A/B-16A/B-18A/B-20A/B
Berne 9-13
Béthusy 68
Boissonnet 32-46
Bossons 59-61
Capelard 1-3, Florency 7-9
Cassinette 10-12
César-Roux 8
Chailly 12
Chailly 5-7
Champrilly 1-7
Champrilly 2-4
Champrilly 9-15
Chandieu 28-38
Chantemerle 6-8
Châtelard 54-54A/B, Petit-Flon 60
Châtelard 56
Chauderon 7-11, Genève 28A-C
Cheneau-de-Bourg 2-8
Clochatte 14-14A/B
Diablerets 11
Dôle 27
Echallens 30
Ecole-de-Commerce 1-5, Maupas 81-85
Entre-Bois 11
Entre-Bois 30-34
Entre-Bois 42-50
Entre-Bois 53-55
Entre-Bois 9
Fauvette 1
Floréal 19-21
Forêt 7-15
France 12-18, Echelettes 3
France 81-85
Genève 52
Gravière 9-13
Haldimand 3, Arlaud 2
Harpe 47-47B, Lac 2-10B
Harpe 52-56
Isabelle-de-Montolieu 37, 56-58
Jean-Louis-de-Bons 7
Jardin-de-Prélaz
Jomini 26
Juste-Olivier 11
Levant 120
Madeleine 5
Martinet 5-11
Mathias-Mayor 4
Matines 1
Mémise 7
Milan 26
Mont-d'Or 47-49
Montelly 12-14
Montelly 41-41A/B/C
Montelly 45-47, 55-57, 58
Montelly 59-65, 74-76
Montelly 60
Montelly 67-69
Montolivet 18
Morges 33bis
Neuve 6, Pré-du-Marché 5
Oron 14A
Ouchy 67
Petit-Flon 52-54
Plaines-du-Loup 74
Pontaise 17
Pontaise 19
Prairie 10-20
Praz-Berthoud 2-10
Praz-Séchaud 1-12
Rovéréaz 6
Rumine 4-8
Sablons 5-7
Sauges 18
Steinlen 3
St-Martin 29-31-33, Couvaloup 2-4-6
St-Roch 9-11
Victor-Ruffy 52

## MORGES

Delay 2

## ORBE

Penchèvre 31-33

## PENTHAZ

Cossonay 9

## PRILLY

Suettaz 13-17

## PULLY

Fau-Blanc 20B

## RENENS

Longemalle 20-26
Préfaully 32-38

## YVERDON-LES-BAINS

Haldimand 51
Philosophes 51-55

## IMPRESSUM

Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne, 2022
**Graphisme** Plates-Bandes communication, Lausanne
**Photographies**
Couverture : Panorama Sauvabelin © Lausanne Tourisme / Régis Colombo, www.diapo.ch
Pp. 2-3 : Vue sur le quartier de la Cité, le lac Léman et les Alpes © Lausanne Tourisme / Régis Colombo, www.diapo.ch
P. 6 : Vue sur Lausanne et sa cathédrale © Schweiz Tourismus / Giglio Pasqua
P. 12 : Cathédrale de Lausanne © Christian Meixner Fotografie
Pp. 16-17 : Vue de nuit sur le lac Léman © Lausanne Tourisme / Julien Dorol
P. 19 : Parc de l'Hermitage © Lausanne Tourisme / Alix Besson
Pp. 22-23 : Vue sur le Grand-Pont et Bel-Air © Phillip Waterton
P. 27 : Vue sur la Cathédrale depuis le quartier de la Cité © Lausanne Tourisme / Roman Auricchio, www.blakeproduction.ch
P. 30 : Bâtiment de l'administration communale de Lausanne © iStock / Cerise HUA
P. 33 : Plateforme 10, Musée des Beaux-Arts © Vaud Promotion / Nicolas Spitznagel
P. 40 : Statue de la Justice, Fontaine de la Palud © iStock / Sebastian Jakimczuk
Pp. 46-47 : Fôret de Sauvabelin © Switzerland Tourism / Lorenz Richard
**Impression** PCL Presses Centrales, Renens
**Tirage** 150 exemplaires


## NOUS CONTACTER


Par téléphone : 021 315 24 00
Par courriel : info@cpcl.ch
Nous vous recevons aussi sur rendez-vous.
www.cpcl.ch